



INSTRAW

nouvelles

FEMMES ET DEVELOPPMENT

No. 6 • PRINTEMPS-ETE, 1986

Dirigeante
communautaire
de l'association
villageoise
de Kolakani,
Kenya,
s'adressant
à une réunion.

**SPECIAL
SUR L'AFRIQUE**

1986 I
DEV-GLO
FR





INSTRAW Nouvelles est le bulletin trimestriel de l'Institut. Il vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées des dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des Femmes et du Développement.

INSTRAW Nouvelles est publié en anglais, en français et en espagnol. Il circule à 6.000 exemplaires et sa distribution est gratuite. Veuillez adresser toutes vos demandes d'information, changements d'adresse et lettres à: INSTRAW, César Nicolás Penson 102-A, P.O. Box 21747, Saint-Domingue, République dominicaine. Téléphone et Télécopie (809) 685-2111; Télex (326) 4280 WAR SD. Bureau d'appui à New York: Bureau S-2294, Nations Unies, New York, N.Y. 10017; Téléphone (212) 754-5684.

Les articles d'INSTRAW Nouvelles peuvent être reproduits dans d'autres publications à condition de citer leur source: INSTRAW Nouvelles.

Les lettres et commentaires des lecteurs sont les bienvenus. L'INSTRAW se réserve le droit d'abrégier les lettres trop longues pour des raisons d'espace.

Sommaire

- 1 REGARDONS VERS L'AVENIR
- 2 REUNION DU CONSEIL DE L'INSTRAW A SAINT-DOMINGUE
- 3 L'ECOSOC EXAMINE LE RAPPORT DU CONSEIL DE L'INSTRAW
- 4 PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'INSTRAW: LES DEUX PROCHAINES ANNEES
- 7 POINTS FOCALUX DE L'INSTRAW
- 8 MESURE DU TRAVAIL FEMININ
Deux rapports analysent les lacunes dans les statistiques relatives aux femmes
- 9 FEMMES ECONOMIQUEMENT ACTIVES, 1975-1985
- 10 ETUDES SUR LES FEMMES DANS LE MONDE
- 11 CHOIX ET EVALUATION DE LA TECHNOLOGIE: SON IMPORTANCE POUR LES FEMMES
- 12 LES FEMMES CADRES ET CHEFS D'ENTREPRISES DANS L'INDUSTRIE
- 13 N'OUBLIONS PAS LES PROBLEMES DES FEMMES
- 14 L'AFRIQUE
 - APPUI DES NATIONS UNIES A L'AFRIQUE
 - L'ASSEMBLEE GENERALE ETUDIE LA RECUPERATION ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE
- 15 ● DECLARATION DES PEUPLES SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE
- 16 ● LES FEMMES AFRICAINES
- 18 ● PREOCCUPATION ACTUELLE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE
- 22 ● LES FEMMES SONT ASSOCIEES AUX SYSTEMES ALIMENTAIRES
- LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE
- 23 ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX
Pour sauvegarder la paix et l'avenir de l'humanité
- 25 LES PROBLEMES DES FEMMES AUX NATIONS UNIES: LE DEBAT CONTINUE
 - COMMISSION SUR LA CONDITION DE LA FEMME
- 26 ● REUNION INTERORGANISATIONS POST-NAIROBI
- LES FEMMES ET LA CRISE ENERGETIQUE RURALE
- 27 ● LES FEMMES FACE AUX POLITIQUES RELATIVES A L'EAU
- 29 IDEES NOUVELLES EN DEHORS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES
 - COALITION NAIROBI 2000
 - DAWN POUR LES FEMMES
- 30 ● UN DIALOGUE NORD-SUD
- 31 ● CONFERENCE DES FEMMES IRAQUIENNES
- 32 JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME: LA REALISATION D'UN REVE
- 34 PROCHAINES REUNIONS DE L'INSTRAW
LE DOCTEUR RAUL PREBISCH ET LES QUESTIONS FEMININES
- 35 BIBLIOTHEQUE: publications de l'INSTRAW
- 36 NOUVELLES INTERNES. Nouveaux membres du Conseil
- 37 NOUVEAUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Regardons vers l'avenir

Après Nairobi le message est clair: les femmes sont des agents très importants du développement. Le développement a autant besoin des femmes que celles-ci ont besoin du développement. Et l'heure de ce développement a sonné.

Ce message est exprimé dans les 372 paragraphes des Stratégies Prospectives d'Action pour la Promotion de la Femme jusqu'à l'an 2000, le document approuvé le dernier jour de la Conférence Mondiale de Nairobi, tenue en 1985.

Au-delà des différences, on a adopté un plan d'action concerté à appliquer dans chaque pays. Les premiers chapitres des Stratégies traitent des trois thèmes de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, et un quatrième chapitre se réfère à des domaines d'intérêt particulier. Chaque chapitre identifie les obstacles qui continuent à s'opposer à l'égalité, entravant ainsi la promotion des femmes. On recommande des stratégies fondamentales pour dépasser ces obstacles, de même que des mesures pratiques pour exécuter ces Stratégies à l'échelon national.

Le document insiste à maintes reprises sur le fait que l'on ne peut atteindre ces buts sans recherche, formation et information, conditions requises pour un changement orienté vers le développement. Voilà précisément le terrain d'action et la raison d'être de l'INSTRAW: assurer, par le biais des activités de recherche, de formation et d'information, l'intégration des femmes au processus de développement en tant qu'agents et participantes.

On ressent toujours plus le besoin de disposer de meilleurs indicateurs, données et statistiques sur les femmes. Plus que jamais la recherche sur les liens entre les processus de développement et les femmes doit précéder l'analyse et l'exécution des politiques.

Les services de formation, de conseil et d'information sont également essentiels pour l'application des Stratégies. Afin d'effectuer les changements qui mènent au développement, changements exigés par les femmes à Nairobi, il faut créer davantage d'occasions de formation, accroître l'information des responsables des décisions relatives au développement et insister sur une prise de conscience globale du besoin urgent de réaliser ces changements.

Après Nairobi on peut affirmer de façon assez certaine que les problèmes des femmes sont devenus un thème de discussion légitime dans le débat sur le développement. Avec l'adoption des Stratégies Prospectives d'Action, les institutions, les organisations et les publications liées aux problèmes féminins ont une tâche importante à accomplir.

Au seuil de cette nouvelle ère sur les questions des femmes et du développement, il est essentiel de partager l'information et le travail par réseaux si l'on veut utiliser judicieusement les ressources existantes. INSTRAW Nouvelles, qui entame sa troisième année de publication, participera à cet échange global de vues et d'idées sur les femmes et le développement.



Réunion du Conseil de l'INSTRAW à Saint-Domingue

Le Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) a tenu sa sixième session du 3 au 7 février 1986 à son siège à Saint-Domingue, République dominicaine. La session de cinq jours était la première après la Conférence de Nairobi qui adopta les Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme jusqu'à l'an 2000. Ces stratégies traitent des problèmes des femmes et du développement, qui constituent l'intérêt principal de l'INSTRAW, et sont compatibles avec les activités opérationnelles et de recherche de l'Institut.

Le Conseil d'administration de l'INSTRAW, qui rend compte directement à l'ECOSOC, se réunit tous les ans pour formuler les principes, directives et politiques pour les activités de l'Institut. A sa sixième session le Conseil a élu Mme Helen Stamiris (Grèce), Présidente, Mme Fabiola Cuví Ortiz (Equateur), Vice-présidente et Mme Victoria Okobi (Nigéria), Rapporteur.

Les points marquants de l'ordre du jour de cette année ont été le rapport d'activités de l'Institut pour 1985, la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme et les propositions pour le budget-programme de l'exercice biennal 1986-1987. Un point important était le mode d'opération de l'Institut, c'est-à-dire le travail de réseau à travers les points focaux établis à l'échelon national pour coopérer avec l'INSTRAW. Cinq nouveaux points focaux ont été approuvés par le Conseil, ce qui porte leur nombre à vingt (voir liste complète à la page 7).

Après avoir examiné le Rapport d'activités de la Directrice, le Conseil a exprimé son entière satisfaction en ce qui concerne les résultats obtenus par l'Institut au cours de l'année 1985

dans ses trois domaines de travail: indicateurs et statistiques pour les femmes, analyse des politiques économiques aux niveaux macro et micro, et activités sectorielles telles que l'eau et l'assainissement, l'industrie, l'énergie et autres. Le Conseil a également considéré que le travail réalisé jusqu'à présent reflète l'évolution continue de l'Institut.

Les deux années écoulées ont permis de vérifier le mode d'opération de l'Institut —travail de réseau et modalités coopératives— qui a révélé une utilisation optimale de ses ressources.

Comme 1985 représentait la période de pointe des activités liées aux problèmes des femmes et du développement au sein du système des Nations Unies, l'INSTRAW a également accéléré son rythme d'activités en organisant et

en participant à une série de réunions et de consultations internationales. De nombreux travaux ont été publiés, dont deux importantes études de recherche.

La première étude, intitulée "Les femmes dans l'activité économique: une enquête statistique globale (1950-2000)", est un effort commun du Bureau international du Travail et de l'INSTRAW et présente pour la première fois une enquête statistique globale de l'activité économique des femmes par région géographique et économique, de même que par pays. La deuxième étude, "Les femmes dans l'économie mondiale", doit être publiée en 1986 et se base sur une série d'études de recherche sur le commerce, les questions monétaires et financières, la technologie, l'industrie et l'agriculture. L'impact de la récession mondiale sur les femmes et le rôle des femmes dans les relations économiques internationales ont ainsi, pour la première fois, fait l'objet d'une analyse approfondie au sein du système des Nations Unies.

En ce qui concerne le budget-programme de l'INSTRAW pour 1986-1987, le Conseil a prié la Directrice d'exécuter les programmes conformément à l'ordre des priorités qu'il a recommandé et dans les limites du plafond budgétaire approuvé de 2,6 millions de dollars, ce qui constitue une somme modeste vu l'importance et la portée du programme adopté. Le Conseil a également encouragé la Directrice à poursuivre ses activités de collecte de fonds auprès de différentes sources pour exécuter pleinement le budget-programme approuvé.

Au cours de ses délibérations, le Conseil a souligné l'importance des activités de recherche, de formation et d'information, et des liens entre les trois domaines, pour l'élaboration et

Pays donateurs

Depuis 1980, 53 pays, parmi lesquels de nombreux pays en développement, ont soutenu l'INSTRAW avec leurs contributions financières, qui sont annoncées chaque année à la Conférence des Nations Unies d'annonces de contributions aux activités de développement. Pour 1986, les pays suivants ont annoncé leur contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme (INSTRAW): Argentine, Autriche, Cameroun, Chine, Chypre, Egypte, Espagne, France, Grèce, Indonésie, Madagascar, Mexique, Nigéria, Norvège, Pakistan, Philippines, Sénégal, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Yougoslavie et Zaïre.

L'ECOSOC examine le rapport du Conseil de l'INSTRAW

Au cours de sa première session ordinaire de 1986, le Conseil économique et social a examiné, sous le point 11 à son ordre du jour, intitulé "Progrès réalisés par les femmes", le Rapport de la sixième Session du Conseil d'administration de l'INSTRAW.

Plusieurs délégués sont intervenus dans le débat général pour commenter les différentes activités de l'INSTRAW et pour leur témoigner leur appui total. Pendant ce débat, certains délégués ont fait remarquer que le programme de travail de l'INSTRAW était fondamentalement conforme aux buts et objectifs des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. On a conclu que le mode d'opération qu'utilisait l'INSTRAW pour communiquer aux niveaux national, régional et international était à la fois pratique et efficace. La plupart des délégués ont reconnu qu'il était important que l'INSTRAW dispose des ressources financières et humaines nécessaires à l'exécution de son programme de travail pour le prochain exercice biennal 1986-87. A cet égard, la délégation du Japon a annoncé sa prochaine contribution financière aux activités de l'INSTRAW.

Dans la résolution parrainée conjointement par vingt-neuf Etats Membres et adoptée à l'unanimité, l'ECOSOC a exprimé sa satisfaction que l'Institut ait mis en oeuvre son programme de travail au cours de la bienné antérieure en utilisant ses ressources de façon adéquate. La résolution invitait aussi les commissions régionales des Nations Unies à informer régulièrement le Conseil d'administration de l'Institut de leurs activités les plus récentes et de leurs programmes futurs afin de faciliter ainsi une coopération continue entre les commissions et l'Institut. Finalement, l'ECOSOC a renouvelé l'appel lancé aux gouvernements, aux organisations gouvernementales et non gouvernementales et aux autres donateurs potentiels pour qu'ils contribuent au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW). □

l'exécution futures du programme de l'INSTRAW. En ce qui concerne la formation, le Conseil a souscrit à la stratégie établie par l'INSTRAW pour 1986-1987 et a recommandé de prêter une attention prioritaire à la mise au point de méthodologies et de techniques de formation nouvelles.

L'INSTRAW en est maintenant à sa sixième année d'activité. Etant donné que l'Institut est au stade où l'on dispose de nombreux résultats de recherche, le Conseil a considéré qu'il serait utile de renforcer à l'avenir la partie de son programme qui se réfère à l'information, la documentation et la communication, incluant la création de banques de données sur les femmes et le développement. Les résultats des recherches pourraient ainsi être transmis par les réseaux d'information aux différentes organisations gouvernementales et non gouvernementales, aux responsables des politiques, aux groupes féminins, aux institutions académiques et à tous ceux qui s'intéressent au thème des femmes dans le développement.

Les points principaux du programme pour 1986-1987 sont les suivants:

- l'intérêt concentré sur la formation, en particulier sur l'élaboration de méthodologies et de techniques de formation innovatrices;

- le travail par réseaux et le renforcement des liens avec les points focaux.

- la poursuite des programmes existants tels que les indicateurs et les statistiques relatifs aux femmes, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement;

- l'élaboration de programmes nouveaux à partir des résultats des travaux antérieurs de l'Institut tels que la politique d'autosuffisance individuelle et collective des pays en développement, en particulier les activités

des banques régionales de développement et des groupements économiques des pays en développement; le rôle du secteur informel pour l'analyse des politiques et/ou la planification et la programmation du développement; le choix et l'évaluation de techniques pour mobiliser les femmes et les faire participer au développement.

Au cours de sa prochaine session, le Conseil examinera en profondeur la partie du programme qui se réfère à l'information. Le Conseil a également accepté d'étudier le cadre proposé pour l'exécution à long terme du programme de l'Institut, de même que sa compatibilité avec le plan mondial actuel à moyen terme du système des Nations Unies pour les femmes et le développement qui comprend cinq groupes de questions principales: l'égalité; l'accès aux ressources productives, au revenu et à l'emploi; l'accès aux services; la participation au processus de prise des décisions et à l'information.

Les membres du Conseil qui ont assisté à sa sixième session étaient les suivants: Fabiola Cuví Ortiz (Equateur); Ingrid Eide (Norvège); Suad Ibrahim Eissa (Soudan); Elena Lagadinova (Bulgarie); Zhor Lazak (Maroc); Achie Sudiarti Luhulima (Indonésie); Victoria N. Okobi (Nigéria); Lin Shangzhen (Chine); Helen Stamiris (Grèce).

Les membres de droit du Conseil incluait Dunja Pastizzi-Ferencic, Directrice de l'Institut et représentante du Secrétaire général des Nations Unies, un représentant de chacune des Commissions régionales du Conseil économique et social: John Kelly (CEE); Vivian Mota (CEPALC); Thoraya Obaid (CEAO); Mary Tadesse (CEA); Daw Aye (CESAP); et la représentante du pays hôte, Martha Olga García. □

Programme de travail de l'INSTRAW: les deux prochaines années

Au cours de la phase postérieure à Nairobi, le programme de travail de l'Institut reflète l'intérêt croissant pour une action concrète et des mesures pratiques d'application des Stratégies prospectives d'action. Une attention particulière doit être accordée aux redéfinitions récentes des activités économiques des femmes qui incluent leur travail dans le ménage, et dans les secteurs informels de l'économie et des zones rurales. Une approche méthodologique interdisciplinaire et innovatrice surgit ainsi pour essayer de combiner les sources quantitatives et qualitatives d'analyse et de techniques, tout en tenant compte des différences sexuelles dans les différents contextes économiques, sociaux et culturels.

Les liens existant entre les activités de recherche, de formation et d'information sont à la base de tous les programmes de l'INSTRAW. Pour l'exercice biennal 1986-87, le programme de travail de l'Institut couvre une large gamme d'activités qui peuvent être regroupées en trois catégories principales.

Statistiques et indicateurs sur les femmes

La première catégorie se réfère au besoin de meilleurs indicateurs et statistiques de base sur les femmes, comme le signalent les Stratégies prospectives d'action et la résolution de l'Assemblée générale sur l'INSTRAW. Il est clair que la redéfinition récente du travail féminin, mentionnée

ci-dessus, est un défi lancé à l'idée conventionnelle qu'on se fait de l'activité productive et de la validité des méthodes existantes pour compiler des données sur les femmes.

Au cours des années 1986-87, l'Institut continuera et élargira son programme pionnier dans le domaine des statistiques et des indicateurs, en mettant l'accent à la fois sur les approches méthodologiques et sur l'analyse conceptuelle nécessaires pour améliorer la collecte et l'analyse des données sur les femmes, de même que sur la formation des usagers et des producteurs de statistiques.

Les points marquants de ce pro-

gramme sont l'intérêt pour les enquêtes sur les ménages comme outil efficace dans la collecte de données sur les femmes; une étude de recherche sur la mesure des inégalités dans le temps; et des méthodes pour mesurer la contribution des femmes au revenu du ménage et aux autres activités domestiques.

Un domaine important est le travail des femmes dans le secteur officiel. Les femmes, notamment dans les pays en développement, produisent des aliments sur leurs parcelles familiales, soignent les animaux domestiques, portent au marché les articles produits à domicile, engrangent les produits agricoles et travaillent à façon chez elles. Auparavant ces activités n'étaient pas évaluées car on les considérait comme un prolongement des responsabilités familiales. Afin de corriger cette lacune, l'INSTRAW, en coopération avec le Bureau de statistique des Nations Unies, entreprendra une étude sur les techniques de mesure et d'évaluation de la participation des femmes aux activités non monétaires. Cette étude aura pour but de suggérer de quelle façon le système des comptes nationaux pourrait refléter la contribution économique des femmes au pays.

Lies liens entre les activités de recherche, de formation et d'information sont à la base de tous les programmes de l'INSTRAW.

gramme sont l'intérêt pour les enquêtes sur les ménages comme outil efficace dans la collecte de données sur les femmes; une étude de recherche sur la mesure des inégalités dans le temps; et des méthodes pour mesurer la contribution des femmes au revenu du ménage et aux autres activités domestiques.

Un domaine important est le travail des femmes dans le secteur officiel. Les femmes, notamment dans les pays en développement, produisent des aliments sur leurs parcelles familiales, soignent les animaux domestiques, portent au marché les articles produits à domicile, engrangent les produits

Analyse de la politique économique

Le deuxième groupe d'activités se réfère à des points qui sont importants pour l'analyse macro et micro de la politique économique.

L'accent est mis ici sur la planification et sur la programmation qui doivent tenir compte des besoins et des contributions des femmes dans le domaine du développement. A cette fin, l'Institut poursuit ses efforts de planification et de surveillance des directives et des questionnaires relatifs aux femmes dans le développement afin de les intégrer à des programmes de coopération économique et technique (voir article à la page 13).

Un autre domaine important du programme est la politique d'auto-suffisance individuelle et collective des pays en développement. En 1985,

Les redéfinitions des activités économiques des femmes, qui incluent leur travail dans le ménage, dans l'agriculture et dans le secteur informel de l'économie, exigent une attention particulière.

Vannage
des graines
de moutarde
au Népal.



L'INSTRAW contribua avec une étude du principe de l'autosuffisance à l'Enquête mondiale sur le rôle de la femme dans le développement. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de préparer régulièrement une mise à jour de l'Enquête et il a été demandé à l'INSTRAW de contribuer à cette mise à jour.

L'Institut effectuera également des recherches sur les façons d'introduire les thèmes relatifs aux Femmes dans le Développement dans le travail des groupements économiques régionaux des pays en développement, en se référant spécifiquement aux efforts des banques régionales de développement.

Un nouveau programme se concentrera sur les rapports entre les femmes et la technologie. L'Institut mènera une enquête sur le choix et l'évaluation de la technologie pour améliorer la participation des femmes au développement, incluant une prévision de l'impact que les nouvelles technologies, telles que la micro-électronique, la biotechnologie, les nouveaux matériaux et autres, exercent sur les femmes (voir article à la page 44).

Le manque de ressources financières et de crédit entrave considérablement l'activité économique des femmes, ce qui réduit leur contribution au pro-

du rôle des femmes dans des secteurs particuliers de l'économie, tels que l'eau et l'assainissement, l'industrie, les sources d'énergie nouvelles et renouvelables et l'agriculture.

Le rôle des femmes dans les activités

Les activités de formation visent à l'élaboration et l'application de méthodologies innovatrices, comme les modules multimédias.

liées à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement a d'ailleurs longtemps constitué un point d'intérêt important pour l'INSTRAW. Les femmes sont maintenant considérées comme des sujets légitimes dans ce domaine, mais leur rôle dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement doit encore être renforcé. A cette fin, l'Institut a préparé et met actuellement à l'essai un ensemble expérimental de moyens de formation multimédias relatif aux femmes, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement.

Cette approche, qui combine les problèmes globaux et sectoriels, vise à assurer la continuité du travail et à

Le programme global et novateur de formation, tel qu'il a été approuvé par le Conseil d'administration, se divise en quatre groupes principaux d'activités.

Le premier groupe vise à raffermir

et à encourager des mesures coopératives avec les institutions et les programmes de formation pour le développement. Les activités de ce groupe seraient en accord avec le rôle catalytique de l'Institut qui essaie d'intégrer les questions intéressant les femmes et d'incorporer davantage de femmes stagiaires aux cours de formation organisés par ces institutions. L'Institut intensifiera également ses efforts dans le domaine de la formation du personnel des Nations Unies afin d'améliorer la qualité et d'augmenter la quantité des programmes et des projets qui favorisent les femmes.

Le deuxième groupe réunit les méthodes traditionnelles de formation, comme les ateliers, les séminaires et les services consultatifs concernant la participation des femmes au développement. Ces méthodes se basent sur les résultats des recherches effectuées dans le cadre de programmes anciens et actuels de l'INSTRAW.

Le troisième groupe s'intéresse à la formation innovatrice des méthodologies, des techniques et des modèles, telle la préparation de modules de formation multimédias. Tous ces moyens devraient permettre de satisfaire les différents besoins de formation de façon plus appropriée et d'en multiplier les effets. Les plans et les modules de formation incluent des essais sur le terrain, le suivi des premiers modules en vue de leur perfectionnement continu, l'évaluation des impacts et l'établissement d'un réseau de distribution. Au sein de ce groupe, l'Institut continue de concevoir et d'élaborer des directives et des questionnaires relatifs aux femmes et au développement afin de les intégrer aux programmes de coopération économique et technique.

En 1986-1987, la plupart des ressources de l'Institut sera consacrée aux services destinés surtout aux agents du développement et aux organisations des femmes.

cessus du développement et perpétue l'inégalité. En 1987, l'INSTRAW réalisera des recherches sur les politiques financières visant à améliorer l'accès des femmes aux possibilités de crédit dans les pays en développement. L'objectif de ce programme est de proposer des changements aux politiques financières, institutionnelles, légales et autres, en vue d'améliorer les ressources financières dont disposent les femmes dans les pays en développement.

Approches sectorielles

Le troisième groupe d'activités traite

observer les nouvelles tendances du développement en vue d'incorporer les besoins et la participation des femmes aux activités concrètes de développement.

Formation

Au cours du présent exercice biennal, l'Institut consacrera la majorité de ses ressources aux services de formation et consultatifs. Ces services seront destinés à deux groupes cibles principaux —les agents de développement à tous les échelons et les organisations féminines.

Le quatrième groupe d'activités considéré dans le nouveau programme de formation concerne l'élaboration de programmes d'études universitaires dans le domaine des femmes et du développement, de même que des programmes de stages et de bourses.

Communication pour un changement social

L'Institut conçoit l'information comme une stratégie fondamentale qui permet de mobiliser les femmes dans le processus de développement. Au cours du prochain exercice biennal, le programme d'information, de documentation et de communication se concentrera sur l'extension des activités actuelles de collecte et de divulgation des informations relatives aux problèmes des Femmes dans le Développement. On accordera une attention particulière à l'utilisation des nouvelles techniques de communication dans le cadre du développement.

Par le biais de son travail de réseaux, son mode d'opération approuvé, l'INSTRAW s'adresse aux responsables des décisions et aux points focaux nationaux, aux institutions académiques, aux organisations gouvernementales et non gouvernementales, aux mécanismes et aux organisations de promotion de la femme. L'Institut agit donc comme un maillon aux niveaux régional et global en ce qui concerne les problèmes relatifs aux femmes dans le développement; il stimule le processus d'éducation publique et la prise de conscience des questions féminines sans lesquels aucun changement social, n'est réalisable.

Au cours du prochain exercice biennal, une des priorités de l'INSTRAW sera de raffermir les liens avec les points focaux et d'élargir le réseau des dispositions coopératives qui s'est révélé prometteur au cours des deux dernières années.

Grâce à l'exécution de ce programme d'activités* qui s'harmonisent pleinement avec les Stratégies prospectives d'action, l'INSTRAW essaie de traduire les buts et les objectifs de ces Stratégies en résultats tangibles. □

* Pour information détaillée sur le programme de travail de l'INSTRAW, veuillez vous référer à la brochure de l'INSTRAW "Programme of Activities, 1986-87". Disponible en anglais.

Points Focaux de l'INSTRAW

- Académie bulgare des sciences*
Commission scientifique mixte
"Les femmes dans la société socialiste
avancée"
Narodno Sobranie Sq.
Sofia 1000
Bulgarie
- Fundación "Acción Ya"*
Apartado 1009
Centro Colón
San José
Costa Rica
- Federación de Mujeres Cubanas
Paseo y Esquina 13, Vedado
La Havane
Cuba
- Agence danoise de développement
international (DANIDA)
Ministère des affaires étrangères
Asiatisk Plads 2
1448 Copenhague K
Danemark
- Dirección General de Promoción
de la Mujer
Avenida México 15
Saint-Domingue
République dominicaine
- Instituto Ecuatoriano de Investiga-
ciones y Capacitación de la Mujer
(IECAIM)*
Avenida 6 de Diciembre 2817
Quito
Equateur
- Ministère des affaires sociales et
Rapporteur général de la
Commission nationale
Département des affaires féminines
Mugamaa Building
Tahrir Square
Le Caire
Egypte
- Ministère des Droits de la Femme
Bureau des Relations Internationales
37 Quai d'Orsay
Paris 75007
France
- Conseil d'égalité des sexes
Parlement grec
Palaia Anaktora
Athènes
Grèce
- Kantor Menteri Negara Urusan
Peranan Wanita
Jalan Medan Merdeka Barat 3
Jakarta Pusat
Indonésie
- Association italienne pour les
femmes dans le développement
(AIDOS)
Via Tagliamento 14
00198 Rome
Italie
- Division de coopération sociale
de l'INSTRAW*
Bureau des Nations Unies
Ministère des affaires étrangères
du Japon
100, Kasumigaseki 2-2-1
Chiyoda-ku
Tokyo
Japon
- Consejo Nacional de Población
Secretaría de Estado de Relaciones
Exteriores
Tlatelolco
06995 México, D.F.
Mexique
- Conseil norvégien de recherche
Secrétariat pour la recherche sur les
questions relatives aux femmes
Muthesgt 29
Oslo 2
Norvège
- Women's Division "Research Wing"
Cabinet Secretariat of the
Government of Pakistan
44 West, Aaly Plaza, F-6/1
Islamabad
Pakistan
- The National Commission on the
Role of Filipino Women (NCRFW)*
1145 J.P. Laurel Street
San Miguel
Manille
Philippines
- Instituto de la Mujer
Ministerio de la Cultura
Almagro 36
28010 Madrid
Espagne
- Centre for Women's Research
(CENWOR)
16 Elliot Place
Colombo 8
Sri Lanka
- Centre yougoslave pour la théorie
et la pratique de l'autogestion
Edvard Kardelj
Kardeljeva Ploscad 1
Ljubljana 61109
Yougoslavie
- Women's League
Freedom House
P.O. Box 30302
Lusaka
Zambie

* Nouveaux points focaux approuvés au cours de la sixième Session du Conseil d'administration, 1986.

MESURE DU TRAVAIL FEMMININ

Deux rapports analysent les lacunes dans les statistiques relatives aux femmes

Les activités de l'INSTRAW continuent de se concentrer sur les statistiques. Au cours de l'exercice biennal 1986/87, elles s'efforceront de mesurer le travail féminin. Un examen préliminaire des données disponibles montre que dans presque tous les recensements et toutes les enquêtes, on recueille de façon routinière l'information relative à l'activité économique des individus. Malgré la grande quantité de données disponibles dans ce domaine, les renseignements sur l'activité économique, notamment celle des femmes, continuent à être de qualité inférieure. Les estimations basées sur ces données indiquent des taux d'activité féminine inférieurs aux prévisions et, par conséquent, une contribution économique féminine également plus réduite.

Un problème important qui affecte la qualité des données est le manque de concepts et de définitions bien élaborés qui reflètent le rôle spécial des femmes dans le secteur informel ou non monétisé de l'économie. En effet, les problèmes des activités du secteur informel affectent la qualité des données sur le revenu soit des hommes que des femmes. Cependant, comme une grande majorité de femmes dans la plupart des pays, notamment les pays en développement, ne sont pas salariées —elles seront plus vraisemblablement des travailleuses domestiques non rémunérées ou établies à leur propre compte— mesurer leur revenu est encore plus compliqué et requiert des méthodes spéciales de collecte et de compilation de données dans tous les systèmes.

L'INSTRAW, en coopération avec le Bureau de statistique des Nations Unies, prépare actuellement deux rapports à publier; ils visent à identifier

plusieurs problèmes dans les méthodes et dans les concepts utilisés pour évaluer la contribution économique des femmes. Le premier rapport, intitulé *Amélioration des statistiques et des indicateurs relatifs aux femmes en utilisant des enquêtes sur les ménages*, présente un aperçu général de comment on peut utiliser les enquêtes sur les ménages pour obtenir des données plus exactes sur la contribution économique des femmes dans le ménage au niveau micro, et au niveau macro de l'économie nationale. Le deuxième rapport, *Evaluation de la participation des femmes au secteur informel de l'économie*, se concentre plus spécifiquement sur la mesure de la contribution féminine au Système de comptabilité nationale. Le rapport traite en particulier des activités qui tendent à être exclues du SCN soit parce que, selon les définitions, elles sont considérées "non productives", soit à cause des ambiguïtés du schéma de classification du SCN.

Ces rapports seront examinés par un groupe d'experts à une réunion au siège de l'INSTRAW du 13 au 17 octobre 1986. Cette réunion du groupe d'experts, convoquée conjointement par l'INSTRAW et le Bureau de statistique des Nations Unies en coopération avec la CEPALC, étudiera de façon critique les concepts et les méthodes statistiques, de même que la disponibilité de données pour mesurer la contribution économique des femmes au développement. Les recommandations du groupe d'experts présenteront également des aperçus de recherche pour les futures activités visant à améliorer la base de données sur les femmes en vue de former les usagers au contrôle de la planification et des pratiques nationales. □

According to statistics, she's not working.



UN/IASY Illustration

Improving statistics and indicators on women



INTERNATIONAL RESEARCH AND TRAINING INSTITUTE
FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN (INSTRAW)

César N. Penson 102-A, P.O. Box 21747, Santo Domingo, Dominican Republic
Tel. (809) 685-2111, Telex 326-4280 WRA SD.

Femmes économiquement actives dans les différentes régions du monde (1975-1985)

Région	1975		1985	
	Femmes économiquement actives ('000)	% du total mondial	Femmes économiquement actives ('000)	% du total mondial
Monde	575.705	100	676.471	100
URSS	63.058	11,0	66.671	9,9
Autres pays socialistes (Europe)	29.282	5,1	31.807	4,7
Pays européens à économie de marché	46.841	8,1	52.306	7,7
Amérique du Nord	39.010	6,8	45.986	6,8
Océanie	2.929	0,5	3.595	0,5
Afrique	49.366	8,6	61.321	9,1
Asie	322.466	56,0	382.144	56,5
Amérique latine	22.753	3,9	32.639	4,8

Source: OIT: Estimations et projections de la population active 1950-2000 (Genève, 1977). Voir également: INSTRAW/OIT: *Women in Economic Activity: a Global Statistical Survey (1950-2000)* (Saint-Domingue, 1985).

Un important programme de l'INSTRAW vise à formuler des stratégies de formation relatives aux problèmes des femmes. Comme partie de ce programme, l'INSTRAW est activement engagé dans l'élaboration de plans d'études universitaires sur les femmes et le développement destinés aux institutions académiques, aux institutions gouvernementales, aux organisations non gouvernementales et féminines. La première phase de ce programme consiste en une enquête à l'échelon global et régional auprès des centres académiques et des autres institutions qui offrent des programmes ou des cours sur des thèmes relatifs aux femmes. Un questionnaire a été distribué à près de 150 universités et

d'orientation. Aux Etats-Unis, comme dans d'autres pays, l'intérêt académique pour les questions féminines a surgi du mouvement féministe. Par exemple, au cours des années soixante, les femmes commencèrent à s'intéresser à l'étude de leur situation passée et présente comme un moyen de renforcer leur propre image et leur position dans la société. Ceci, ajouté à la souplesse des programmes d'enseignement des universités américaines, a permis de répondre aux besoins des professeurs et des étudiants et d'intégrer les Etudes Féminines à la majorité des programmes universitaires. Malgré la prolifération de ces programmes dans la plupart des universités, la composante du "développement" reste encore

corporer les questions relatives aux femmes dans le développement aux programmes d'études universitaires.

En Amérique Latine, la création d'Etudes Féminines comme un élément des programmes d'enseignement universitaire se trouve encore au stade initial. Jusqu'à présent, les questions féminines faisaient généralement l'objet de cours hors programme dans certaines universités ou autres centres académiques et de recherche. Ceci était dû en partie à la rigidité des programmes d'études des universités latino-américaines et au fait que le mouvement féministe et la recherche sur les femmes ne se sont développés que récemment en Amérique latine. Dans certains pays, c'étaient des obstacles politiques qui empêchaient d'enseigner des matières "non traditionnelles" dans les universités. Il est cependant intéressant de noter que la recherche comme l'enseignement des questions féminines en Amérique latine ont mis davantage l'accent sur l'impact du colonialisme, du capitalisme, du socialisme et du développement sur les femmes, et qu'en général ces chercheurs traitent les problèmes des femmes conjointement avec le thème du développement économique. En outre, les intellectuels féministes latino-américains s'intéressent à la validité académique de ces études féminines et comment celles-ci peuvent contribuer sur le plan théorique et conceptuel aux sciences sociales.

Etudes sur les femmes dans le monde

institutions académiques, leur demandant de fournir des renseignements sur leurs programmes d'études. L'analyse du contenu de ces programmes permettra, au cours de la deuxième phase de ce projet, d'examiner le contenu de ces cours. Finalement, la troisième phase du projet consiste à préparer un cours sur les Femmes et le Développement pour former des instructeurs, en particulier des professeurs de niveau universitaire ou autres niveaux d'enseignement. Le but de ce projet est d'établir des programmes d'études sur les Femmes et le Développement comme parties intégrantes de l'enseignement, qu'il soit ou non institutionnalisé, de même que des cours de formation dans le monde entier.

Une analyse préliminaire des programmes d'études sur les femmes dans les différents pays et régions du monde a permis de se faire une idée de leurs différents champs d'application et

souvent absente dans ces cours sur les questions féminines. De même, la composante féminine est généralement inexistante dans les Départements d'Economie, d'Histoire et d'Administration publique. Ces programmes consistent, en général, en cours isolés dispensés dans différents départements (Art, Musique, Littérature, etc.) menant à un diplôme en Etudes Féminines.

Les thèmes examinés dans ces cours, bien qu'importants, se limitent à révéler les batailles livrées par les femmes, les oeuvres d'art qu'elles ont créées et les découvertes réalisées par elles. Souvent, ils essaient de comprendre les raisons qui ont limité la participation des femmes aux arts et aux sciences en général, de même qu'à la politique, ou pourquoi on n'a pas accordé d'importance à leur participation. Les tendances récentes indiquent cependant un intérêt croissant d'in-

En Europe, comme en Amérique latine, on a considéré l'étude des questions féminines comme un domaine marginal dans les plans d'études, réservé aux professeurs d'université et aux centres de recherches. On présentait ces questions comme des études hors programme ou comme une partie des cours traditionnels en sciences sociales. Ceci est dû tout autant à la structure de l'éducation supérieure, où il existe des conceptions bien définies des différentes disciplines, qu'aux graves contraintes financières des universités européennes. Il en résulte que les Etudes Féminines en Europe ne constituent pas encore comme aux Etats-Unis une option d'étude de plein droit. Les tendances récentes indiquent toutefois que cette situation change rapidement et que l'on commence à enseigner les Etudes Féminines comme une matière indépendante et multidisciplinaire.

Sur le continent africain, la recherche sur les femmes s'inspire largement d'un effort de compréhension à la base des besoins socio-économiques des femmes, situation très similaire à celle de l'Amérique latine. En Afrique, la recherche académique s'est aussi intéressée aux effets du colonialisme et du développement économique sur les femmes, quoique l'enseignement des études féminines se trouve à son stade initial dans les universités et autres instituts. Des cours de formation de base pour les femmes dispensent des connaissances pratiques pour les aider à améliorer leurs possibilités d'obtenir un revenu.

En Asie, il existe parmi les intellectuels, notamment des sciences sociales, une longue tradition de recherche académique sur les femmes. C'est pour cette raison que les femmes demeurent un sujet traditionnel de recherche pour les anthropologues et les sociologues, et parfois aussi pour les psychologues. Il existe littéralement des milliers de traités de recherche sur le rôle de la femme dans la société, publiés par différentes universités asiatiques. Bien que les Etudes Féminines ne figurent pas aux programmes d'études officiels de nombreux centres, des questions relatives aux femmes, telles que la fertilité, les femmes dans les médias et les femmes au travail font maintenant partie de l'enseignement. Les organisations féminines asiatiques commencent à réunir plusieurs thèmes de recherche, tels que les lois économiques défavorables aux femmes, les lois familiales oppressives et les procédures criminelles qui punissent injustement les femmes.

Jusqu'à présent les recherches démontrent que l'enseignement des questions féminines dans les instituts d'éducation supérieure dans le monde entier varie d'un pays et d'une région à l'autre. L'absence relative, dans les pays développés ou en développement, de programmes de formation traitant simultanément des problèmes des femmes et du développement, a mené l'INSTRAW à élaborer des programmes d'études universitaires sur ce thème. L'enseignement de ces cours influencera à la fois la prise de conscience collective et la formulation de politiques de telle façon que la condition de la femme puisse être améliorée partout. □

Choix et évaluation de la technologie: son importance pour les femmes

Le progrès scientifique et technique est un élément vital du développement. Cependant, ce progrès peut nuire aux hommes comme aux femmes. Dans certains cas, l'automatisation, la mécanisation et l'informatisation peuvent évincer les individus, alors que dans d'autres cas leur charge de travail peut, en fait, augmenter.

En réponse à ces problèmes périodiques, une Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement adopta en 1979 le Programme d'action de Vienne qui demandait la restructuration du modèle actuel de relations scientifiques et technologiques internationales. Le 31 août 1979, on adopta les résolutions spécifiques qui demandaient l'exécution de programmes techniques de même que l'examen des rapports entre les hommes et les femmes, la science, la technique et le développement.

Six ans plus tard, en juillet 1985, la Conférence mondiale des Nations Unies adopta les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme qui donnaient instruction "au système des Nations Unies d'évaluer, dans le contexte de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, et de toute décennie postérieure, les implications pour les femmes des décisions internationales concernant en particulier les finances et le commerce internationaux, l'agriculture et le transfert de technologie..." (Paragraphe 351). La Conférence a également demandé une participation accrue des femmes à la recherche et à l'application scientifiques et technologiques et à l'évaluation de leur impact sur les femmes et la société.

Au cours de la sixième Session du Conseil d'administration de l'INSTRAW, on a ébauché une série de programmes. Dans le cadre d'un de ces programmes, l'INSTRAW devait analyser "le choix et l'évaluation de la technologie servant à mobiliser la participation des femmes au développement.. au sein du système des Nations Unies, de même qu'une enquête sur le choix et l'évaluation de cette technologie dans les pays en développement, incluant l'impact des nouvelles technologies sur les femmes". Ainsi, en conformité avec les indications de la Conférence de Nairobi et du Programme d'action de Vienne, l'INSTRAW prépare actuellement un rapport de situation sur les Femmes et la Technologie.

Le but principal de ce rapport de situation sur les femmes et la technologie en cours de préparation par l'INSTRAW est d'analyser l'impact des changements technologiques récents sur la condition des femmes, en tenant compte à la fois de leur contribution à ces changements et des avantages qu'elles aient pu en retirer. La perspective historique de l'étude se limite à la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-85) et considère la question fondamentale suivante: quelles sont les perspectives de la situation dans laquelle se trouvent les femmes face au changement technologique rapide de leur environnement? Afin de pouvoir répondre à cette question, les différents documents de recherche se baseront sur des données et sur l'information provenant de l'intérieur et de l'extérieur du système des Nations Unies. La portée géographique de cette étude sera globale, régionale et nationale.

A ce stade, la recherche s'efforcera de mettre l'accent sur les causes principales de l'inégalité d'accès aux avantages de la technologie, sur le manque de reconnaissance de la contribution des femmes au processus de changement, sur l'influence des tendances récentes dans la condition de la femme, et sur les raisons économiques et sociales du retard des femmes dans la formation scientifique et technique.

Dans le cadre de son programme pour les femmes et la technologie, l'INSTRAW coopérera avec les autres organismes et organisations des Nations Unies en vue d'exécuter les recommandations des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. Par exemple, l'Institut travaille en étroite collaboration avec le Comité de la science et de la technique au service du développement, établi à New York, et avec l'Institut mondial pour la recherche en matière d'économie du développement, de l'Université des Nations Unies (UNU).

Le rapport de situation sur les Femmes dans la Technologie en cours de préparation par l'INSTRAW, vise à illustrer les approches qui pourraient faciliter la participation des femmes à la science et à la technologie. Il donnera également un aperçu des problèmes récents qui ont surgi à cause du manque de compréhension de la technologie, et recommandera des mesures qui aideront à effectuer les changements structurels qui devraient améliorer la condition de la femme dans le monde entier. □

Les femmes cadres et chefs d'entreprises dans l'industrie

Quoiqu'un grand nombre de femmes travaillent dans l'industrie, celles qui essaient d'entrer dans les rangs des cadres et des chefs d'entreprises doivent affronter des problèmes spécifiques liés à la division entre les sexes. Un nouveau projet de module de formation aide les femmes à vaincre ces obstacles dans le monde du travail.

Dans de nombreux pays les femmes représentent une force administrative importante et réelle dans les petites et moyennes industries. Elles ont d'ailleurs toujours assumé des responsabilités importantes dans le commerce et l'industrie.

Cependant, les moyens éducatifs et de formation pour la gestion industrielle négligent presque toujours leurs problèmes spécifiques. De plus, les femmes n'ont pas toujours la possibilité de profiter pleinement des moyens de formation disponibles dans le domaine de la gestion. Elles doivent faire face à des barrières institutionnelles et psychologiques dans leur recherche d'une majeure participation au développement industriel et n'ont pas l'occasion d'améliorer leurs connaissances et leurs perspectives professionnelles.

La capacité de direction est une condition essentielle dans tout processus de développement, mais, dans la plupart des pays, il est encore difficile de la raffermir et de l'utiliser au maximum. La capacité de direction inclut l'esprit d'entreprise, la conception stratégique et l'effort d'exécution opérationnelle dans toute économie moderne.

Cependant, les valeurs socioculturelles et les attitudes envers le travail, le risque, la richesse, les tâches et les rôles sociaux retiennent souvent les femmes qui essaient d'accéder au monde industriel comme cadres ou comme chefs d'entreprises. Cela a limité leur contribution au processus d'industrialisation au niveau supérieur et a également réduit l'utilisation productive de cette ressource humaine importante et extrêmement nécessaire. Pour aider à surmonter ces obstacles, l'ONUDI et l'INSTRAW ont récem-

ment produit un module pour la formation de femmes cadres et chefs d'entreprises dans les pays en développement.

Le module est le résultat d'un atelier commun organisé par l'ONUDI/INSTRAW à Vienne en 1984 en vue de préparer un programme d'études incluant différents types et formes de formation pour les femmes qui travaillent dans la gestion industrielle.

L'atelier se basait sur les résultats d'études entreprises et sur les réponses à un questionnaire envoyé à des femmes chefs d'entreprises de différents pays. Malgré certaines diversités nationales et régionales, des tendances et des problèmes communs ont pu être identifiés.

On a constaté que le secteur moderne a une capacité limitée pour absorber la nouvelle population active féminine, ce qui s'ajoute au manque de débouchés économiques et sociaux paritaires pour les femmes. Aussi, non seulement le nombre de femmes préparées pour entrer dans l'industrie est-il limité, mais les barrières psychologiques limitent leur rendement dans ce domaine.

Quoiqu'il y ait quelques femmes cadres dans l'industrie, leur influence sur la prise de décisions est généralement entravée et on les décourage souvent de profiter des chances existantes d'amplifier leur rôle de cadres ou de chefs d'entreprises. En outre, les femmes se sentent obligées de fournir un rendement supérieur à celui de leurs collègues masculins afin de pouvoir maintenir et justifier leur place au sein des cadres.

La stratégie du module, conçue en fonction de ces obstacles, vise donc à développer la capacité de direction et l'esprit d'entreprise chez les femmes et

à les aider à planifier leur profession et leur carrière.

Différents niveaux du module

On a identifié deux grands groupes cibles: les femmes travailleuses indépendantes chefs d'entreprise existants ou en puissance (entrants), et les femmes salariées cadres de niveaux subalterne, moyen ou supérieur.

Le module poursuit des objectifs différents selon les groupes. Au premier niveau, il vise à accroître la confiance en elles-mêmes des femmes qui débute comme chefs d'entreprise, tout en leur donnant une approche fondamentale nécessaire à la conduite des affaires. Au deuxième niveau, les chefs d'entreprise et les cadres féminins apprendront les techniques de direction élémentaires nécessaires dans les petites entreprises.

Le second niveau, conçu pour les responsables de la formation de femmes chefs d'entreprise et cadres, offre des connaissances dans le domaine de la petite entreprise, la formation dans l'entreprise et les besoins de formation des femmes. Cette formation permet aux instructeurs de préparer de meilleurs programmes de formation pour les femmes et de les exécuter de façon plus efficace.

Le niveau suivant est orienté vers la formation de cadres supérieurs qui seront sensibilisés aux besoins spécifiques et particuliers des femmes cadres et travailleuses. Les fonctionnaires chargés des opérations dans les services financiers et de consultants, qui constituent le groupe cible du niveau suivant, comprendront mieux les obstacles que les femmes doivent affronter à l'entrée dans la profession et prendront finalement conscience des

possibilités de succès des femmes dans les affaires.

Au niveau supérieur du module, les femmes chefs d'entreprise apprendront les techniques financières et administratives nécessaires à la gestion d'une entreprise prospère.

La durée de ces modules varie de moins de deux semaines pour les cadres moyens, à quatre et six semaines pour les chefs d'entreprise potentiels.

Les techniques utilisées incluent une composante de lecture, réduite au minimum; du matériel didactique et des études de cas explicites; une approche participante, des discussions de groupes, des exercices, l'utilisation

de moyens audiovisuels de vidéo et de radio, des psychodrames, des visites sur le terrain et une équipe mobile pour la formation spécialisée.

Dans le cadre des activités préparatoires de l'INSTRAW/ONUDI pour la mise à l'essai de ce module de formation, on réalise actuellement une enquête sur les besoins de formation dans les différentes régions du monde. Cette enquête réunira de l'information et des politiques aux niveaux macro et micro des secteurs industriels public et privé. On évaluera les besoins de formation des femmes dans le domaine de la gestion industrielle et de l'esprit d'entreprise, de même que les programmes

de formation déjà disponibles dans les institutions de formation nationales et régionales. Le Centre international des entreprises publiques s'est joint aux efforts de l'ONUDI et de l'INSTRAW en réalisant un module similaire destiné aux entreprises publiques.

Il s'agira alors de tester ces modules expérimentaux sur le terrain dans plusieurs pays, qui incluent la République dominicaine, l'Inde, la Côte-d'Ivoire, l'Argentine et l'Égypte. En raison d'éventuelles variations régionales, ces essais seront d'une grande importance pour établir clairement les besoins des femmes en ce qui concerne la formation dans le domaine industriel. □

N'oublions pas les problèmes des femmes

Une des tâches prioritaires de l'INSTRAW est d'accroître la prise de conscience des problèmes féminins chez ceux qui seront chargés d'exécuter les Stratégies prospectives d'action. A cet égard, un aspect important est la formation des membres du personnel du système des Nations Unies dans le domaine des relations complexes qui existent entre les femmes et le processus de développement.

A la douzième session du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), Sous-Comité de formation du personnel, tenue du 21 au 25 avril 1986 à Genève, on a discuté un questionnaire envoyé par les Nations Unies à New York à tous les organismes et institutions des Nations Unies concernant leurs programmes de formation ayant des composantes relatives aux femmes dans le développement. Ses conclusions montrent qu'il convient de prêter une attention plus sérieuse à

la formation du personnel des Nations Unies en ce qui concerne les problèmes des femmes dans le développement. Quelques ateliers et séminaires ont eu lieu où les questions de l'égalité entre hommes et femmes ont été discutées de façon à la fois animée et polémique, mais où sont restés absents la méthodologie et les problèmes de la formation du personnel des Nations Unies dans ce domaine aux dimensions tellement complexes.

Conscient de cette situation, l'INSTRAW a préparé une synthèse des directives et des questionnaires à l'usage du personnel des services extérieurs des Nations Unies. Il s'agit d'un des résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985) au cours de laquelle de nombreux organismes et institutions bilatéraux et multilatéraux ont préparé et adopté des principes directeurs relatifs aux femmes dans le développement. Les directives traduisent des mandats politiques au sens large en programmes et projets d'action concrète. Les questionnaires servent d'aide-mémoire détaillés menant à l'inclusion des femmes dans des activités spécifiques.

Dans le cadre de son programme

de formation, l'INSTRAW suit et évalue les résultats de ces directives et de ces questionnaires. Le programme inclut la compilation et la distribution du matériel disponible, l'élaboration de prototypes de directives et de questionnaires et leur ultérieure mise à l'essai dans des pays sélectionnés¹.

L'INSTRAW considère qu'il serait nécessaire de préparer un plan de formation pour le personnel des N.U. sur le terrain. La plupart des institutions et des organismes des Nations Unies ont leur propre ensemble de directives et de questionnaires, mais ceux-ci ne sont pas encore pleinement appliqués et utilisés. En effet, s'ils étaient appliqués de façon uniforme par le personnel des Nations Unies sur le terrain dans les programmes et les projets aux échelons international, régional et national, la dimension féminine ne serait certainement plus oubliée.

On est également convenu à la Session de préparer le plan de formation de telle façon que le personnel des services extérieurs des Nations Unies puisse l'utiliser dans tous les domaines, incluant l'agriculture, l'industrie, la participation de la population active, la santé et le développement. □

1. Un rapport commun FAO/INSTRAW sur la réunion tenue à Helsinki en 1985 en vue d'évaluer l'utilisation des directives et des questionnaires relatifs aux femmes dans le développement pour usage dans les projets agricoles destinés aux femmes, est disponible en anglais.

L'Afrique



Appui des Nations Unies à l'Afrique

Etant donné que la famine, la sécheresse et les crises économiques constituent des problèmes chroniques en Afrique, les Etats Membres des Nations Unies se sont réunis pour analyser les problèmes du développement à long terme et pour obtenir l'appui de la communauté internationale pour cette région tellement affligée. Du 27 au 31 mai 1986, l'Assemblée générale a convoqué une Session extraordinaire sur la situation économique critique de l'Afrique, la première réunion de l'Assemblée générale à se concentrer sur les besoins d'un continent en particulier.

Cette Session extraordinaire répond à un appel lancé par les chefs d'Etats et de gouvernements de l'Organisation de l'unité africaine. Le Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, a déclaré que la Session présentait "une occasion unique d'attirer l'attention mondiale sur les problèmes et sur le potentiel de l'Afrique, et de jeter les bases politiques d'une action globale concertée".

L'Afrique occupe près d'un quart de la masse terrestre du globe et est riche en ressources minérales stratégiques et en ressources humaines. Cependant, elle reste le moins développé des continents, avec un grand retard en ce qui concerne tous les indicateurs économiques. Des taux de croissance stagnants ou négatifs, des revenus en baisse par habitant et une croissance démographique qui dépasse la production alimentaire, réduisent les possibilités d'une récupération économique rapide. Malgré ce tableau sinistre, l'Afrique reste un continent de grand potentiel, pratiquement inexploité. Une des ressources les moins utilisées

et comprises de l'Afrique sont ses femmes, qui constituent l'épine dorsale de l'agriculture et de la production alimentaire.

Pour attirer l'attention sur les rôles et les besoins des agricultrices africaines et rechercher des stratégies pour alléger leur charge de travail tout en améliorant leur productivité, un symposium intitulé "La sécurité alimentaire: les agricultrices africaines" a eu lieu le 15 mai 1986 au siège des Nations Unies au cours des réunions préparatoires finales de la Session extraordinaire.

Des représentants de plus de cent ONG et donateurs, des fonctionnaires gouvernementaux et des experts internationaux ont assisté au symposium et ont étudié les politiques et les programmes de développement actuels par rapport à la situation des femmes comme force centrale dans le secteur agricole. La deuxième moitié de la session de l'après-midi a été consacrée à la rédaction d'une Déclaration des peuples sur la sécurité alimentaire (voir page suivante).

Le document souligne que les femmes sont essentielles dans le processus de développement et propose des mesures visant à raffermir leur rôle. Les inquiétudes et les idées exprimées dans la Déclaration font depuis longtemps déjà partie intégrante du mandat et de l'action de l'INSTRAW, comme institution engagée dans la pleine intégration des femmes au développement. L'Institut croit fermement que c'est dans l'utilisation efficace du potentiel des femmes que se trouve l'espoir d'un avenir plus lumineux pour l'Afrique. □

L'Assemblée générale étudie la récupération économique de l'Afrique

Au cours de sa Session extraordinaire sur l'Afrique, l'Assemblée générale a adopté une résolution sur un programme de récupération économique pour ce continent.

La résolution se réjouit des efforts des pays africains, comme le formule le Programme de priorité de l'Afrique pour la récupération économique, 1986-1990, où les gouvernements africains réaffirment leur responsabilité primordiale dans le développement économique et social de leurs pays et identifient des domaines d'action prioritaire. Ce document met l'accent sur le besoin d'une action concertée par la communauté internationale en vue d'appuyer ces efforts, étant donné que la crise africaine intéresse toute cette communauté en général.

Dans la partie opérationnelle de la résolution, l'Assemblée générale adopte le Programme d'action des Nations Unies pour la récupération économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990; elle souligne le besoin d'intensifier la coopération économique et technique avec les pays africains pendant et après cette période; elle prie instamment tous les gouvernements, organes, organisations et institutions du système des Nations Unies, et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de soutenir et de contribuer à l'exécution du programme; elle décide de réaliser une révision et une évaluation de l'application du programme et, finalement, elle prie le Secrétaire général de suivre l'exécution et d'en faire rapport à l'Assemblée générale à ses quarante-deuxième et quarante-troisième sessions. □



DECLARATION DES PEUPLES SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Préambule

1. Le développement social et économique de l'Afrique se trouve actuellement à un moment critique à cause de la sécheresse et la famine, des inégalités commerciales et de la dette qui commence à monter, de la croissance et de la distribution démographiques, et de l'expansion du militarisme. Seuls les efforts coordonnés et synchronisés de nombreux secteurs mèneront à une solution favorable de la crise actuelle.

2. Les femmes sont essentielles au processus du développement. En Afrique, elles constituent plus de 50% de la population adulte, produisent 80% des aliments, élèvent les enfants, transportent toute l'eau potable et le combustible, soignent le petit bétail, commercialisent les produits de base et dirigent le ménage. Malgré cela, de nombreux débats et discussions sur les stratégies futures ne tiennent pas compte des femmes et ne reconnaissent ni leurs contributions ni leurs besoins.

3. Les femmes sont les principales gardiennes du système alimentaire africain et, par conséquent, toute politique qui essaie de minimiser leur rôle essentiel dans ce domaine, ne peut mener qu'au désastre. La lourde responsabilité d'assurer la sécurité alimentaire est une tâche collective qui exige une distribution plus juste du travail au sein de la famille et de la société. Le reste du monde reconnaît, comme le font les nations africaines, que la sécurité alimentaire est vitale pour la stabilité de toutes les nations.

4. Les priorités établies par les femmes et les hommes d'Afrique doivent constituer le point d'intérêt prin-

cipal de toutes les politiques et de tous les programmes.

Actions

1. EQUILIBRER le processus de développement en incluant les apports et les besoins des femmes dans toutes les politiques et stratégies. On recommande que:

- a) les femmes participent à la prise de décisions, à la planification, à l'exécution et à l'évaluation aux échelons communautaire, national, régional et international;
- b) tous les responsables des décisions, les planificateurs et les agents chargés de l'exécution prennent conscience de la façon dont les différentes aptitudes des femmes pourraient être utilisées et incorporées dans les programmes et projets de développement.

2. RENFORCER l'efficacité des organisations à la base —notamment les organisations qui travaillent avec les femmes— par le biais d'une infrastructure d'appui, d'allocation de ressources et d'efforts de coopération.

3. ALLEGER LE FARDEAU et réduire le nombre de tâches que les femmes doivent assumer de façon simultanée, en leur fournissant:

- a) de l'eau potable sûre et d'accès facile;
- b) des moyens de reboisement, des fourneaux et autres dispositifs permettant d'épargner du combustible et de l'énergie en général;

c) des services communautaires de garderies d'enfants; et

d) des services de santé, d'assistance maternelle et de planification familiale.

4. APPUYER la pleine participation des femmes au développement grâce à une amélioration de l'information/éducation, de la formation, des services de santé, et une participation active aux coopératives.

5. AMELIORER la sécurité alimentaire en encourageant un développement agricole judicieux du point de vue écologique; et AMELIORER la production, le stockage, le traitement et la vente des aliments, en assurant l'accès des femmes:

- a) à la terre;
- b) au crédit;
- c) à la technologie appropriée;
- d) au transport; et
- e) aux services de vulgarisation.

6. ENTREPRENDRE des projets pilotes susceptibles d'être reproduits et qui intègrent entièrement les femmes avec les hommes aux activités visant à améliorer la sécurité alimentaire.

7. PROMOUVOIR le partage des expériences grâce à la coopération technique parmi les pays en développement, par le biais de symposiums, ateliers, voyages d'étude, collecte d'information et publication d'études de cas.

8. RENFORCER la base de données sur le développement à travers la recherche et les études sur les femmes. □



LES FEMMES AFRICAINES

Quoiqu'à première vue les obstacles que les femmes doivent affronter en Afrique peuvent sembler insurmontables —sécheresse, famine, désertification, inégalités séculaires—, les femmes africaines se sont montrées particulièrement habiles et ingénieuses dans l'administration de leurs rares ressources.

Les femmes africaines portent un lourd fardeau de tâches quotidiennes, bien que leur véritable potentiel soit sous-utilisé dans les plans de développement et dans les programmes de coopération technique qui voient les femmes comme des objets et non pas comme des agents de changement.

Ci-dessous nous ne présentons que quelques faits marquants du travail de l'INSTRAW en Afrique. Cependant, tous les programmes de l'Institut se rapportent aux femmes africaines et sont conformes aux Stratégies prospectives d'action de Nairobi. Les activités de l'INSTRAW dans les domaines de la recherche, de la formation et de l'information traitent des aspects à la fois méthodologiques et pratiques d'assurer l'intégration des femmes au processus de développement. Un développement africain autosuffisant devrait tenir compte des besoins et des contributions spécifiques des femmes africaines. □



Vente d'huile de palme au Libéria.

Statistiques

Vingt-quatre sur cent femmes vivant en Afrique font partie de la population active, selon une Enquête statistique globale commune de l'OIT/INSTRAW. L'étude prévient cependant que les chiffres actuels déguisent souvent la véritable contribution économique des femmes à la société. En Afrique, continent éminemment agricole, les femmes se chargent de 80% du stockage, de 90% du traitement

des produits alimentaires, de 60% de la commercialisation et de 50% des soins des animaux domestiques, souvent avec très peu ou même sans moyens modernes.

Un des principaux points d'intérêt de l'INSTRAW est d'améliorer la collecte et l'analyse des statistiques et des données afin qu'elles reflètent correctement l'activité productive souvent invisible des femmes. En 1985

s'est tenu à Harare, au Zimbabwe, un atelier sous-régional africain sur l'amélioration des statistiques et des indicateurs relatifs aux femmes dans le développement, suivi, en 1986, de séminaires de formation nationaux et régionaux pour les utilisateurs et les producteurs de statistiques sur les femmes en Afrique. □

Systemes alimentaires

Alors que les femmes cultivent environ 80% des aliments en Afrique, elles n'en recueillent que peu de bénéfice.

De nombreuses femmes doivent péniblement travailler les sols épuisés à la main, à la houe et à la charrue, tout en étant chroniquement sous-alimentées et anémiques.

Encore récemment, le rôle vital des femmes africaines dans la production alimentaire était pratiquement ignoré. Ce n'est pas là un phénomène récent, puisqu'il date de cinq siècles, depuis l'adoption par de nombreuses communautés africaines de l'agriculture à la houe et d'un style de vie sédentaire.

Dans l'étude de l'INSTRAW, en 1985, intitulée "Vers des stratégies pour raffermir la position de la femme dans la production alimentaire: vision globale et propositions pour l'Afrique", le Dr Achola Pala Okeyo analyse le rôle que les femmes agricultrices pourraient jouer dans la recherche de solutions aux problèmes alimentaires de l'Afrique. □



Application d'engrais au Mali.



Puits communautaire en Ethiopie.

L'eau et l'assainissement

Ce sont les femmes qui doivent transporter, utiliser et gérer l'eau. C'est précisément pour toutes ces raisons que les femmes ont un droit acquis à un approvisionnement en eau potable sûre et à des services adéquats d'assainissement. Les faits ont démontré que lorsqu'on inclut les femmes dans la planification, l'élaboration, l'opération et l'entretien, les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement peuvent atteindre leurs objectifs de façon plus efficace. Dans le cadre de la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement (1981-1990), l'INSTRAW s'est engagé très activement dans ce domaine. A la suite du Séminaire interrégional sur les femmes et la Décennie, convoqué par l'INSTRAW au Caire en 1984, on a publié une série d'études, incluant une bibliographie annotée. □

Préoccupation actuelle pour la sécurité alimentaire

Une analyse de l'agriculture africaine nous conduit à des propositions de politiques visant à inclure les femmes dans les systèmes de sécurité alimentaire.

On a déjà discuté à maintes reprises les causes qui se trouvent à l'origine de la malnutrition, de la faim et des famines périodiques qui sévissent en Afrique. Les tentatives se sont succédé pour essayer de résoudre les problèmes des disponibilités et de la sécurité alimentaires dans le monde. Ces tentatives ont mené à des niveaux d'analyse de plus en plus approfondis au fur et à mesure que les nouvelles approches appliquées se révélaient trop limitées ou même parfois nuisibles. Les programmes de développement international, les projets de coopération technique, les centres de recherche et les intérêts commerciaux agricoles se sont concentrés sur la conception et l'élaboration de nouvelles techniques de production, créant ainsi des enclaves de ce qu'on a appelé la "révolution verte", qui a amené une augmentation spectaculaire de la production agricole au cours des années 50, 60 et 70.

On a évidemment aussi reconnu que les problèmes séculaires causés par les catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les insectes et les plantes nuisibles, de même que par les troubles politiques, exigent que l'on prenne des mesures urgentes d'aide alimentaire. L'augmentation de la production dans les économies industrialisées au cours des années 60 et 70 a favorisé davantage les pays déjà développés et a créé des excédents agricoles, et par conséquent des programmes de vente ou de distribution de ces excédents, principalement sur la base bilatérale d'"aide alimentaire" aux pays dont la production ne parvenait pas encore à couvrir les besoins, ou à ceux qui souffraient de crises alimentaires particulières. On espérait que cette combinaison d'une production accrue grâce aux nouvelles techniques agricoles, du processus du commerce international et du secours d'urgence, aiderait à satisfaire les besoins d'une population mondiale en croissance rapide.

Au début des années 70, l'optimisme des décennies d'après-guerre s'était pratiquement évaporé et les planificateurs du développement agricole se voyaient confrontés avec une large gamme de menaces à la sécurité alimentaire: l'inflation, la crise énergétique, la récession dans de nombreux pays en développement, l'aggravation des problèmes de la balance des paiements limitant l'achat d'aliments — en particulier la sécheresse au Sahel de 1969 à 1973.

En réponse à la crise alimentaire des années soixante-dix, une Conférence mondiale de l'alimentation, organisée par la FAO à la fin de 1974, créa l'initiative internationale de la Sécurité alimentaire mondiale, de même que divers organismes internationaux, régionaux et nationaux associés aux stratégies alimentaires. Au début, on insista sur le besoin d'accroître la production agricole comme une stratégie à long terme et d'assurer la disponibilité alimentaire en périodes de crise, par le biais d'"un système de réserves nationales, coordonnées au niveau international, et de programmes appropriés d'aide alimentaire, de même que d'autres mesures incluant des accords commerciaux à long terme".

L'agriculture africaine

Depuis la fin des années 70 l'analyse historique approfondie de la pauvreté et de la faim en Afrique signale quelles sont les causes à l'origine de l'effondrement économique, écologique et social de plusieurs communautés. Cette analyse du changement agricole dans des sociétés africaines spécifiques identifie deux sources importantes qui sont le résultat de l'effet historique du mode de production colonial:

o La transformation de l'écosystème (la relation entre la société et l'environnement) et, par conséquent, la diminution de la capacité de production alimentaire.

o La transformation du système social, avec l'apparition des différentes classes, incluant la pauvreté absolue des "dépossédés" et les changements dans la division sexuelle du travail qui ont miné le rôle productif des femmes dans l'agriculture.

Cette approche nous mène à la conclusion que l'agriculture africaine ne se compose plus simplement d'un ensemble de méthodes primitives dans un milieu naturel difficile en attente de nouvelles stratégies de production, de technologie et de capital en provenance de donateurs et d'investisseurs étrangers. En fait, les problèmes de production et de sécurité alimentaires de l'Afrique semblent être intimement liés à l'histoire coloniale qui a introduit des cultures commerciales d'exportation au détriment des systèmes vivriers traditionnels, de même qu'une main-d'oeuvre masculine prolétarisée et mal payée aux dépens des femmes africaines dont le travail agricole et domestique non rémunéré aidait à subventionner les bénéfices retirés des mines, de l'industrie et des agro-industries.

L'apparition en Afrique d'élites aisées dans la bureaucratie et dans les affaires aggrave le problème alimentaire, car leur richesse et leurs goûts en matière d'aliments, de boissons et de biens de consommation intensifient encore les problèmes de balance des paiements et sont obtenus aux dépens d'un nombre croissant de pauvres qui ne peuvent produire ni acheter suffisamment d'aliments pour survivre. En outre, on s'est rendu compte que les nombreux et différents efforts en faveur du développement ne sont pas parvenus à produire les changements espérés et qu'en fait ils ont souvent plutôt entravé la production alimentaire aussi bien que la situation des femmes en Afrique.

Selon l'Enquête mondiale publiée par les Nations Unies en 1984, pendant de longues années la principale tendance agricole dans la région sub-



saharienne a été la prédominance des cultures commerciales aux dépens des cultures vivrières. Par conséquent, la nouvelle technologie a surtout aidé les hommes agriculteurs. Cette orientation adoptée par les organisations locales et nationales a, en fait, provoqué une brèche croissante entre la productivité agricole des hommes et celle des femmes. En Sierra Leone, par exemple, on a introduit de nouvelles machines pour cultiver le riz irrigué, ce qui a réduit le travail des hommes et a, en même temps, augmenté celui des femmes de 50%, car la majeure quantité de terre cultivable exige une main-d'oeuvre féminine plus nombreuse pour les travaux de plantation et de récolte.

Malgré le rôle essentiel et reconnu que les femmes jouent dans la production vivrière en Afrique, les efforts en vue de moderniser l'agriculture les ont laissées à l'écart, ce qui a entraîné des conséquences négatives pour la production alimentaire, la perpétuation de la pauvreté rurale et la persistance de sérieux goulets d'étranglement dans la main-d'oeuvre. Cette situation précaire est illustrée par le fait que la production vivrière par habitant a baissé au cours des deux dernières décennies et que de graves pénuries d'aliments mettent en danger la survie de millions de personnes, particulièrement dans les régions semi-arides d'Afrique.

L'aide d'urgence n'est pas suffisante

Depuis le début des années 80, on a conçu d'importants nouveaux moyens pour assurer la sécurité alimentaire, grâce à une meilleure compréhension des causes de la faim, de l'insécurité alimentaire, de la vulnérabilité mutuelle des êtres humains et des nations en Afrique, et de l'échec des stratégies antérieures.

La réunion de Monrovia de l'OUA

en 1979, suivie du Plan d'action de Lagos de 1980, a identifié l'agriculture comme la clef de l'autosuffisance africaine.

En vue d'ébaucher une nouvelle stratégie pour le développement rural, la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR) a examiné de façon rigoureuse et réaliste les échecs des efforts passés en faveur du développement, afin de satisfaire les besoins et les aspirations essentiels des habitants ruraux, notamment en ce qui concerne les effets de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition constantes sur le développement national et sur la stabilité du monde. Le Programme d'action de la CMRADR a mis l'accent sur le besoin d'une participation égale de tous les segments de la population —en particulier les habitants ruraux et les femmes.

Une analyse approfondie du problème de la sécurité alimentaire, de même que des approches adoptées pour résoudre à la base la réforme agraire et le développement rural, ont montré clairement qu'il ne suffit pas seulement d'augmenter la production, ni de créer et distribuer des rations d'urgence. En 1983 le Directeur général de la FAO ébaucha un nouveau concept plus ample de la Sécurité alimentaire mondiale:

- assurer la production de ressources vivrières adéquates;
- maximiser la stabilité du flux de ravitaillement; et
- assurer l'accès aux vivres disponibles à ceux qui en ont besoin.

Les propositions d'action implicites qui résultent de cette nouvelle approche ne se réfèrent pas uniquement à la capacité de produire, mais aussi à la capacité d'acheter les aliments, en reconnaissant que les couches les plus pauvres —les chômeurs urbains et les ouvriers agricoles journaliers, les travailleurs ruraux sans terre, les bergers

nomades et les ménages dirigés par des femmes— sont les premières à souffrir de sévères pénuries alimentaires.

Au cours des années 80 le problème s'est aggravé; l'alimentation s'est convertie en un champ de bataille où s'est intensifiée la concurrence pour les marchés mondiaux, causant ainsi un impact très grave sur les nations déficitaires en aliments. Les principales nations céréalières ont utilisé l'aide alimentaire bilatérale, les programmes de coopération technique et les mécanismes de la banque internationale pour essayer de contrôler les politiques internes des pays bénéficiaires. Ce genre d'actions intimident les nations qui sont devenues dépendantes de l'aide alimentaire. Les gouvernements hésitants n'osent pas s'exposer à perdre cette aide ni aux troubles politiques que leurs populations affamées pourraient provoquer. Certaines nations en arrivent même à modifier les circonstances politiques sur lesquelles se base l'utilisation de ces aliments comme une arme.

Ainsi, en cette époque de grave sécheresse dans toute l'Afrique australe, la politique de déstabilisation de l'Afrique du Sud constitue une menace pour les gouvernements légitimes environnants et a perturbé la production alimentaire et les réseaux de distribution. Dans l'économie politique contemporaine de l'Afrique, l'alimentation est utilisée comme une arme internationale de pouvoir politique. On peut également employer la nourriture comme une arme de politique interne, en la distribuant aux fidèles du parti par la voie de leur clientèle politique, et en la refusant aux groupes d'opposition. Dans ces deux cas, le contrôle des ressources vivrières a été enlevé aux producteurs et les consommateurs au niveau national— et laissé à ceux qui s'occupent principalement de la politique des aliments. Et pourtant, un principe très clair de la planification de la sécurité alimentaire

est que la meilleure façon de réaliser des changements durables dans les méthodes de production agricole, les politiques de stockage, les techniques de commercialisation et les systèmes de distribution, est à travers les individus qui doivent en bénéficier le plus, c'est-à-dire les femmes qui ont la responsabilité quotidienne d'alimenter leurs familles —et le monde entier.

La préoccupation pour les femmes

L'attention croissante prêtée aux questions de sécurité alimentaire au cours des trois ou quatre dernières décennies s'est reflétée dans de nombreuses études, conférences et organisations intéressées à la situation de la

contribution féminine, en se concentrant plutôt sur les efforts des hommes dans la planification et les politiques agricoles. Ces études expliquaient que le colonialisme d'abord, et les efforts de développement ensuite, avaient laissé les dirigeantes féminines de côté, avaient négligé les aspects positifs de leurs rôles productifs traditionnels et avaient, dans certains cas, renforcé les caractéristiques restrictives des sociétés traditionnelles ou réintroduit des innovations qui portaient préjudice aux femmes.

Au cours des années 70, les forces combinées du mouvement des études féminines et de la Déclaration de la femme des Nations Unies pour la femme en 1975, ont conduit à un appel général à la pleine intégration

ments, considérait l'alimentation comme un des besoins familiaux les plus élémentaires et reconnaissait l'importance des programmes qui favorisent la condition, l'éducation et le développement des femmes.

Au cours des années 80, les organismes et les organisations des Nations Unies, les programmes de la Banque mondiale et les autres programmes internationaux et nationaux de développement ont cherché les moyens d'exécuter ces mandats, alors que les femmes africaines elles-mêmes participent maintenant pleinement aux activités de recherche, de discussion, de planification et d'exécution des politiques de développement. Malgré ces efforts, nombre de problèmes fondamentaux des femmes ont persisté, ou même empiré, notamment dans certains pays africains. Ainsi, comme dans le cas de l'analyse de la sécurité alimentaire, un niveau plus profond d'analyse a surgi pour les problèmes des femmes et du développement; cette analyse signale les raisons historiques et économiques sous-jacentes de la subordination constante des femmes, de la pauvreté croissante, de la marginalisation, de l'exploitation et de la détérioration générale de leur potentiel productif.

Il est fondamental de reconnaître que le double fardeau du travail domestique non rémunéré des femmes et de leur rôle dans l'agriculture de subsistance permet aux hommes de se consacrer dans les pays africains aux cultures commerciales ou à l'emploi salarié et donc de contrôler les revenus monétaires, alors que les femmes deviennent de plus en plus dépendantes au sein du ménage. Les taux de rendement élevés obtenus par les sociétés transnationales ne seraient pas possibles sans le "travail non rémunéré des femmes qui alimentent, habillent et soignent la famille, créant ainsi de nouveaux travailleurs qui ne coûtent rien aux compagnies". Les femmes affrontent une "crise de reproduction" croissante en Afrique au fur et à mesure qu'augmente le coût des besoins essentiels, que se réduit la base des ressources et que de plus en plus de personnes émigrent vers les zones urbaines à la recherche d'un emploi salarié, laissant ainsi aux femmes le fardeau de plus en plus lourd de leur travail qui doit leur permettre de maintenir en vie, elles et leurs familles.

Un autre aspect tout aussi fondamental est la prise de conscience d'une brèche croissante entre les groupes de revenus élevés et ceux à bas revenus en Afrique, une brèche qui s'exprime



Campement de tentes au Mali frappé par la sécheresse.

femme dans le développement de l'Afrique et, plus particulièrement, dans les systèmes alimentaires de ce continent. Au début, ces études se limitaient aux cercles académiques du monde développé, sous l'inspiration de femmes expertes en sciences sociales.

Au cours de l'après guerre, cet intérêt augmenta lorsque les femmes commencèrent à travailler dans les organisations internationales, nationales et volontaires de développement, orientées vers de nouveaux domaines de recherche qui étudiaient les problèmes des femmes du tiers monde. A partir des années 70 de nombreuses études détaillées sur les femmes dans le monde en développement commencèrent à être publiées; elles mettaient l'accent sur le fait que les chercheurs et les planificateurs du développement les avaient négligées et avaient oublié la

des femmes au processus de développement.

La Conférence de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico en 1975, a identifié les conditions pénibles que les femmes doivent affronter dans le monde entier, et a demandé de reconnaître la "valeur économique du travail féminin à la maison dans la production et la commercialisation domestiques des aliments", et de créer des programmes spécifiques de recherche, d'éducation, de technologie, de réforme juridique et d'accès aux ressources, en vue d'améliorer la condition de la femme dans les régions rurales.

L'année suivante (1976), une Conférence mondiale de l'OIT sur l'emploi adopta une approche des "Besoins de base" pour planifier le développement. Cette approche, parmi d'autres élé-

dans l'apparition de nouvelles classes sociales différentes. Donc, dans toute discussion des rôles féminins dans les systèmes agricoles d'aujourd'hui, il faut tenir compte de la grande universalité des conditions économiques des femmes, en fonction de la situation des hommes auxquels les femmes sont liées aussi bien que par rapport à la situation des femmes elles-mêmes. De nombreuses femmes en Afrique sont parmi les êtres humains les plus exploités et les plus démunis; le nouveau concept élargi de la sécurité alimentaire implique une préoccupation non seulement pour l'augmentation de la production agricole et pour la stabilisation des récoltes, mais aussi pour assurer l'accès économique de tous à une alimentation appropriée. Ceci inclut à la fois les femmes agricultrices et commerçantes, dynamiques et innovatrices, et les femmes urbanisées ou marginalisées sans terres qui ne sont plus du tout capables de produire des aliments et qui n'ont que leur force de travail ou leurs corps à vendre.

Propositions de politiques pour engager les femmes dans les systèmes de sécurité alimentaire

En rappelant que les politiques de la CMRADR en Afrique avaient signalé le besoin de changer les politiques gouvernementales, notamment pour améliorer la situation juridique des femmes, en vue de les encourager à occuper des postes dirigeants et à s'engager dans le processus de prise de décisions pour renforcer leur rôle dans la production vivrière, l'Equipe de suivi pour le développement rural a demandé des changements économiques et agricoles spécifiques qui favoriseraient directement la sécurité alimentaire des femmes au Lesotho. On a proposé ce qui suit:

a) Les gouvernements d'Afrique devraient examiner de près tout le système éducatif et adopter de nouvelles politiques. Il faudrait dissuader les enseignants de supposer que certaines matières sont réservées à l'un ou l'autre sexe exclusivement. Il est important qu'il existe également une politique de rééducation dans le domaine des rôles sexuels et de la capacité des femmes de jouer un rôle significatif dans la prise de décisions publiques et aux postes de direction.

b) Les gouvernements d'Afrique

devraient s'engager à nommer davantage de femmes à des postes de haut niveau.

c) Les gouvernements d'Afrique devraient adopter une attitude positive envers l'augmentation du nombre de femmes parlementaires.

d) Les partis au pouvoir devraient nommer des femmes attachées de liaison du parti, un poste vital dans toute structure de parti politique.

L'Equipe de suivi de la FAO/CMRADR a émis sept recommandations visant à renforcer le rôle des femmes dans la production vivrière. Il s'agit des recommandations suivantes:

- les institutions de crédit devraient revoir leurs politiques relatives aux femmes rurales. Il faudrait établir des critères plus souples pour les exigences d'aval et pour les procédures de remboursement qui s'appliquent aux femmes rurales pauvres;

- les institutions financières devraient améliorer et décentraliser leurs établissements dans les régions rurales pour en faciliter l'accès et l'information sur leurs services;

- il faudrait étudier la possibilité d'une Banque des Femmes qui accorderait des prêts à intérêt réduit et à long terme aux femmes rurales à faible revenu;

- le gouvernement devrait examiner de façon critique si les plans élaborés pour les groupes à faible revenu atteignent réellement les personnes appartenant à ces groupes;

- les projets générateurs de revenus devraient être à petite échelle et orientés vers les marchés locaux;

- les matières premières étant nécessaires à toute entreprise voulant réussir, les points de distribution dans les villages et les coopératives devraient fournir de l'infrastructure d'appui; et

- il faudrait donner des conseils sur l'utilisation la plus efficace et la plus productive des revenus générés.

Le panel a conclu que le problème principal pour la plupart des femmes qui désirent entreprendre des activités génératrices de revenus est le manque d'argent pour l'investissement initial. Les institutions financières ne leur fournissent que des facilités de crédit limitées et le système juridique exige que le mari donne son approbation lorsqu'une femme veut signer un contrat d'emprunt.

Les plans plus spécifiques à long terme devraient inclure la possibilité d'encourager les femmes à produire des denrées destinées au marché local, et non aux touristes ou à l'exportation. Les projets agricoles devraient s'orienter vers la production vivrière à petite

échelle entreprise par des femmes. Ils pourraient inclure des vaches laitières, du fromage, du yaourt, du lait, de la volaille pour la viande, des légumes et des fruits. Il faut aider les femmes à obtenir les matières premières nécessaires à la réalisation de ces activités dans les régions rurales.

On a recommandé également que les femmes s'unissent pour former des coopératives qui, grâce à leur statut légal, leur permettraient d'obtenir plus facilement des prêts d'institutions financières sans devoir recourir à leurs maris.

Afin d'AMELIORER LA SITUATION JURIDIQUE DES FEMMES, l'équipe a présenté six recommandations de politiques en séance plénière:

a) Il faut changer la loi de communauté des biens qui décrète que le mari est le seul administrateur des biens de famille. Si les biens sont de propriété commune, ils doivent être administrés conjointement.

b) Il faut également modifier la loi du divorce. Actuellement les seuls motifs de divorce sont l'abandon et l'adultère. La cruauté n'est pas reconnue, ni le concept de rupture totale du mariage.

c) La Loi foncière de 1979 devrait être révisée afin que ses dispositions relatives à l'héritage soient moins discriminatoires pour les femmes.

d) Les femmes devraient avoir le droit de poursuivre leurs maris en justice pour exiger le paiement de leur entretien, ce qui dans l'actualité n'est possible que lorsqu'elles se séparent ou divorcent de leur mari.

e) Il faudrait des dispositions légales obligeant le père à entretenir ses enfants illégitimes.

f) Il faudrait créer des organisations de réforme légale pour réviser les lois relatives aux femmes.

Comme on l'a fait remarquer ci-dessus, les femmes mariées n'ont pas d'identité indépendante, la leur étant englobée dans celle de leur mari. Le rôle d'épouse et de mère continuera d'être vu comme le seul ou principal rôle "correct" pour une femme, excluant donc toute véritable participation aux décisions publiques¹. □



1. La documentation pour cet article provient de plusieurs sources des Nations Unies, dont la FAO.



Les femmes sont associées aux systèmes alimentaires

“Les hommes sont attachés à la terre, ils la possèdent et la travaillent; les femmes sont attachées aux aliments, elles les cultivent, les préparent, les cuisinent et les vendent”.

Paroles d'une femme ghanéenne.

Cette phrase poignante résume bien les rôles des hommes et des femmes dans la société africaine. En lisant entre les lignes, il est possible d'encomore mieux comprendre leurs situations différentes. Il est clair que les hommes retirent des bénéfices inégaux de la propriété foncière; ils exercent un majeur pouvoir de prise de décision, peuvent obtenir du crédit et ont un meilleur accès à l'éducation et à la formation quand celles-ci sont disponibles. Malheureusement, la plupart des femmes sont des travailleuses manuelles soumises à des traditions et à des tabous oppressifs qui freinent leur progrès social et leur capacité d'assurer la sécurité alimentaire et un revenu monétaire adéquat pour leur famille, leur communauté et leur pays.

Dans un effort visant à étudier et, en fin de compte, à alléger un tant soit peu la discrimination et la surcharge de travail des femmes, l'INSTRAW et la FAO collaborent depuis 1983 à l'analyse de rapports, la préparation d'études et de recommandations de mesures de politiques globales. L'étude actuelle sur les femmes et la sécurité alimentaire en Afrique, incluant l'étude de cas sur le Lesotho, a pu se réaliser grâce à une donation de l'OPEP et à la coopération de la FAO.

Tant l'INSTRAW que la FAO considèrent que les questions de sécurité alimentaire doivent s'examiner à partir de deux points de vue différents: le point de vue des stratégies internationales et régionales, pour faire face à la situation nationale, et la perspective du ménage où la femme, comme individu, souffre et lutte pour assurer à sa famille le pain quotidien.

Au Lesotho, les conditions climatologiques irrégulières, les cultures excessives et l'érosion limitent la terre labourable alors que l'émigration masculine et le manque d'investissements dans l'agriculture ont rendu la population de 1.334.000 habitants fortement dépendante des importations d'aliments.¹

L'étude de l'INSTRAW/FAO sur les femmes et la sécurité alimentaire en

Afrique tente de mieux comprendre la contribution négligée et sous-estimée des femmes à la production alimentaire de leur pays. Elle donne également un aperçu de la production agricole mondiale et de l'orientation générale des systèmes alimentaires existants.

En outre, l'étude fait des recommandations, allant de la réforme agraire à la modification de la structure des terrasses, de la facilité d'accès au crédit à la formation de dirigeants, qui ont des implications nationales et régionales, et suivent la ligne des recomman-

dations faites à la Conférence de la FAO tenue à Harare, au Zimbabwe, en 1984.

On espère que cette analyse donne un nouvel élan aux efforts visant à augmenter la production, à stabiliser les ressources vivrières et à égaliser l'accès des femmes à l'alimentation, afin que, finalement, comme l'a exprimé Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, "tous les peuples puissent à tout moment acheter ou cultiver les aliments de base dont ils ont besoin". □

La contribution économique des femmes en Afrique

Pays	Hommes			Femmes		
	Population totale en milliers	Population économiquement active	Taux d'activité en %	Population totale en milliers	Population économiquement active	Taux d'activité en %
Burundi 1979	1,946	1,110	57.0	2,082	1,258	60.4
Rwanda 1978	2,364	1,290	54.6	2,481	1,372	55.3
Seychelles 1981	32	23	70.3	32	17	51.9
Madagascar 1975	4,010	2,249	56.1	4,151	1,928	46.4
Ethiopie 1980	15,685	8,571	54.6	15,381	5,435	35.7
Togo 1980	1,190	570	47.9	1,286	448	34.9
Cameroun 1982	4,429	2,214	50.0	4,453	1,329	29.8
Côte-d'Ivoire 1975	3,475	1,909	54.9	3,235	923	28.5
Botswana 1982	443	188	42.5	498	127	25.5
Réunion 1982	253	111	43.8	263	62	23.6
Bénin 1979	1,601	708	44.3	1,738	406	23.3
Somalie 1975	1,567	875	55.8	1,603	365	22.8
Zambie 1981	2,898	1,311	45.2	2,971	514	17.3
Mali 1976	3,124	1,883	60.3	3,271	385	11.8
Tunisie 1980	3,204	1,447	45.1	33,165	364	11.5
Egypte 1980	21,487	10,252	47.7	20,734	1,191	5.7
Algérie 1977	8,336	3,071	36.8	8,494	300	3.5
Mauritanie 1976	636	381	59.9	648	17	2.6

Note 1. Les taux d'activité représentent la proportion entre la population économiquement active et la population totale.

2. Les chiffres démographiques sont arrondis au millier.

Source: OIT: *Yearbook of Labour Statistics*, (Genève), 1982, 1983. Tableau 1. Tiré de *Women in Economic Activity: A Global Statistical Survey (1950-2000)* OIT/INSTRAW (Saint-Domingue), 1985.

1. FAO: *Women in Food Production and Food Security in Africa* (Rome: FAO, 1983), p. 26.

Année internationale de la paix
pour sauvegarder
la paix et l'avenir de l'humanité



Emblème de l'Année internationale de la paix

Proclamation de l'Année Internationale de la Paix

CONSIDERANT que l'Assemblée générale a décidé à l'unanimité de proclamer solennellement l'Année internationale de la paix le 24 octobre 1985, date du quarantième anniversaire des Nations Unies,

CONSIDERANT que le quarantième anniversaire des Nations Unies constitue une occasion unique de réaffirmer l'appui et l'engagement envers les objectifs et les principes de la Charte des Nations Unies,

CONSIDERANT que la paix est un idéal universel et la promotion de la paix le propos primordial des Nations Unies,

CONSIDERANT que la promotion de la paix et de la sécurité internationales exigent une action continue et positive des Etats et des peuples en vue de la prévention de la guerre, l'élimination de plusieurs menaces à la paix —incluant la menace nucléaire—, le respect du principe de la non utilisation de la force, la résolution des conflits et le règlement pacifique des différends, des mesures propres à accroître la confiance, le désarmement, la préservation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques, la promotion et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la décolonisation conformément au principe de l'autodétermination, l'élimination de la discrimination raciale et de l'*apartheid*, l'amélioration de la qualité de la vie, la satisfaction des besoins humains et la protection de l'environnement,

CONSIDERANT que les peuples doivent vivre ensemble dans la paix et pratiquer la tolérance, et qu'on a reconnu que l'éducation, l'information, la science et la culture peuvent contribuer à cette fin,

CONSIDERANT que l'Année internationale de la paix constitue un encouragement opportun à initier un renouvellement de la réflexion et de l'action en faveur de la paix,

CONSIDERANT que l'Année internationale de la paix offre aux Gouvernements et aux organisations gouvernementales, non gouvernementales et autres l'occasion d'exprimer en termes concrets l'aspiration commune de tous les peuples à la paix

CONSIDERANT que l'Année internationale de la paix n'est pas seulement une célébration ou une commémoration mais une occasion de réfléchir et d'agir de façon créative et systématique en vue d'atteindre les buts des Nations Unies,

L'ASSEMBLEE GENERALE

PROCLAME SOLENNELLEMENT 1986 comme l'Année internationale de la paix et demande à tous les peuples de se joindre aux efforts résolus des Nations Unies pour sauvegarder la paix et l'avenir de l'humanité.

Adoptée par l'Assemblée générale le 24 octobre 1985
(Résolution 40/3)

in
PAZ
PEACE

Les problèmes des femmes aux Nations Unies: le débat continue

COMMISSION SUR LA CONDITION DE LA FEMME

Courtoisie du Service pour la promotion de la femme, Centre des Nations Unies pour le développement social et les questions humanitaires, Vienne.

A sa première réunion après la Conférence de Nairobi, tenue à Vienne du 24 février au 5 mars 1986, la Commission de la condition de la femme a examiné, entre autres, les points suivants à son ordre du jour:

- Les résultats de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix.

- Elimination de la discrimination contre les femmes, conformément aux buts de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

- Participation des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationales.

- Rôle des femmes dans le développement.

- Communications concernant la condition de la femme.

Le Directeur général du Bureau des Nations Unies à Vienne, M. Mowaffak Allaf, a inauguré la réunion, et Mme Olga Pellicer de Brody, du Mexique, a été élue Présidente par acclamation.

M. Allaf a souligné l'importance de la session puisqu'elle se tenait immédiatement après le quarantième anniversaire des Nations Unies à un moment où le monde entier redécouvrait l'importance du dialogue global et du multilatéralisme.

Le jour de l'ouverture, la Sous-Secrétaire générale au développement social et aux questions humanitaires, Mme Leticia R. Shahani, mit l'accent sur l'importance de la session en raison de la résolution A/40/108 de l'Assemblée générale qui, non seulement, approuvait les Stratégies prospectives d'action de Nairobi, mais qui insistait également sur le rôle central de la Commission dans les questions relatives

à la promotion de la situation des femmes. Mme Shahani lança aussi un appel à la Commission pour que celle-ci agisse en faveur de l'exécution des Stratégies.

La Directrice du Service pour la promotion de la femme, Mme Chafika Sellami-Meslem a présenté les différents points à l'ordre du jour.

En ce qui concerne l'Élimination de la discrimination contre les femmes, les délégués ont accueilli avec satisfaction le progrès réalisé, de même que le fait que 85 pays avaient ratifié ou adhéré à la Convention au 10 janvier 1986. La déléguée du Royaume-Uni a annoncé que son Gouvernement signerait l'instrument de ratification de la Convention au cours de la semaine du 17 mars 1986.

On a également examiné la question de la position des femmes au sein du système des Nations Unies sous ce point à l'ordre du jour, et on a recommandé à l'unanimité que l'ECOSOC adopte une résolution qui "fasse ressortir qu'une présence accrue de femmes dans tous les domaines essentiels des organisations permettra à celles-ci de répondre de façon plus effective et plus efficace à leurs mandats", et qui invite "les Etats Membres à continuer à appuyer les efforts des organisations du système commun des Nations Unies en vue d'augmenter la participation des femmes au niveau de la formulation des politiques".

La Commission a étudié une note du Secrétaire général sur la *Violence dans la famille* (E/CN.6/1986/4), préparée conformément à la résolution 1984/14 de l'ECOSOC. Cette note se réfère à la prise de conscience croissante du fait que la violence familiale constitue un problème réel entraînant de sérieuses conséquences physiques et

psychologiques pour tous les membres de la famille, mais en particulier pour les femmes et les enfants. Au cours de la bienné on convoquera une réunion d'un groupe d'experts sur ce thème et plusieurs Gouvernements et ONG ont déjà manifesté leur intérêt et offert leur aide.

Sous le point de l'ordre du jour intitulé *La participation des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationales*, on a recommandé plusieurs résolutions pour adoption par l'ECOSOC.

Le représentant du Secrétariat pour l'Année internationale de la paix a informé la Commission que le projet de programme de l'année, tel qu'il est contenu dans A/40/669 (annexe I, 27 (d)), se réfère à l'influence croissante des femmes dans la promotion de la paix et de l'égalité, et a fait remarquer que les femmes exprimaient leur préoccupation pour la paix de façons nouvelles et innovatrices aux échelons international, national et local.

Un long débat a suivi sur l'impact de l'*Enquête mondiale sur le rôle de la femme dans le développement* (A/CONF. 116/4) et sur sa contribution aux Stratégies prospectives d'action de Nairobi. On a recommandé qu'une résolution soit adoptée par l'ECOSOC priant le Secrétaire général de présenter en 1988 à la Commission une première mise à jour de cette Enquête. La résolution exhorte le système des Nations Unies, "incluant toutes les commissions régionales et l'INSTRAW", à coopérer à cette mise à jour.

On a finalement décidé de recommander à l'ECOSOC de convoquer une session de la Commission en 1987 en vue de planifier le programme de travail de la Commission jusqu'à l'an 2000. □

REUNION INTERORGANISATIONS POST-NAIROBI

La première réunion interorganisations post-Nairobi du système des Nations Unies a eu lieu à Vienne du 6 au 8 mars 1986 pour discuter deux questions importantes à l'ordre du jour relatives aux femmes:

1. L'exécution des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme; implications pour la coopération interorganisations: —prise en considération des décisions de l'Assemblée générale à sa quarantième session; —recommandations de la Commission de la condition de la femme à sa trente-cinquième session; —suivi, révision et évaluation; —Enquête mondiale sur le rôle de la femme dans le développement.

2. Formulation d'un plan à moyen terme pour les femmes et le développement au niveau du système entier.

La réunion a demandé la préparation et la distribution de matériel de formation sur les Stratégies prospectives d'action. On doit instruire les responsables nationaux et internationaux et le personnel des Nations Unies sur les façons dont ces objectifs peuvent se traduire en politiques, en plans et en programmes.

Il a été décidé que les institutions spécialisées et les autres organisations des Nations Unies devraient coopérer à la première mise à jour de l'Enquête mondiale sur le rôle de la femme dans le développement. En vue d'assurer une utilisation plus efficace des travaux déjà en cours, il faudrait insister sur l'échange d'information concernant les activités actuelles et planifiées dans le domaine des Femmes dans le Développement, et cela au niveau le plus ample possible au sein du système des Nations Unies.

On est également convenu que l'analyse dans la mise à jour de l'Enquête mondiale devrait se baser sur les facteurs macroéconomiques et sur les politiques d'ajustement qui déterminent les styles de développement et la situation des femmes, tout en incluant les facteurs sociaux et culturels. Il faudrait accorder une attention particulière à l'expérience de pays ayant des systèmes socio-économiques et des traditions culturelles différents. En plus

du rôle des femmes dans le secteur parallèle et dans les services, dans l'agriculture et la production vivrière, et des questions relatives aux femmes et à la population, l'enquête devrait inclure, parmi les nouvelles tendances du développement, des thèmes tels que le rôle de la femme dans les secteurs officiel et non officiel, l'harmonisation des fonctions productive et reproductive des femmes, les effets de la sécheresse sur la situation de la femme, l'impact différent que la diminution des ressources et les crises peuvent avoir sur les hommes et sur les femmes, de même que sur les stratégies que les uns et les autres utilisent pour faire face aux difficultés ménagères. L'enquête devrait également examiner la situation légale des femmes et les effets qu'a sur elles l'introduction de la technologie de pointe.

Il faudrait accorder une attention particulière à l'examen de concepts comme l'"intégration" et le "rôle" des femmes dans le développement, afin de tenir compte de la multiplicité des

contributions et des rôles féminins, présents aussi bien que futurs, dans le domaine du produit national. On devrait insister sur l'apport des femmes à la croissance économique au lieu de se limiter à leur plus grande vulnérabilité face aux crises économiques. Finalement, il serait nécessaire d'améliorer la base statistique de l'Enquête.

En ce qui concerne le plan à moyen terme pour les femmes et le développement au niveau du système entier, la réunion a considéré que sa préparation constituerait pour le système des Nations Unies une occasion de réfléchir sur les priorités requises pour une exécution efficace des Stratégies prospectives d'action. Etant donné que le plan se concentre sur les femmes et le développement, son cadre politique et sa structure au niveau du système entier devraient refléter les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, en ce qui concerne leur relation mutuelle, comme le soulignent les Stratégies prospectives d'action. □

Les femmes et la crise énergétique rurale

La relation entre les femmes, en particulier les femmes rurales, et l'énergie a été discutée à la réunion du Comité des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, tenue le 9 juin 1986 à New York.

La consultante de l'INSTRAW, Mme Nina Mines, a affirmé que bien que les femmes constituent un facteur important dans l'utilisation de la production énergétique pour la consommation ménagère et communautaire, ce fait a été amplement ignoré par les responsables des politiques qui se concentrent rarement sur les rapports entre les besoins essentiels des ménages et le développement rural. Le temps consacré à l'obtention de

combustible empêche que les femmes puissent entreprendre des activités plus productives. Ainsi, la pénurie de combustible non seulement détériore les conditions de vie, mais entrave aussi le processus de développement en général.

Etant donné que l'on a identifié la formation comme le programme clef de l'INSTRAW pour l'exercice biennal 1986-87, l'Institut essaiera de sensibiliser les planificateurs et les responsables des politiques au rôle des femmes dans le secteur énergétique. L'Institut considère que les groupes féminins et les agents d'exécution pourraient servir de relais pour transmettre aux femmes l'information et la formation relatives à l'utilisation et à l'entretien des

ressources énergétiques. On pourrait également assurer l'instruction concernant l'usage efficace des réserves disponibles de combustibles et de techniques simples, telles que des alternatives pour les modèles de fourneaux. Le développement de matériel de formation approprié permettra d'assurer l'usage plus efficace d'une importante ressource mondiale.

Cette question a été approfondie à La Haye, aux Pays-Bas, où environ soixante responsables des politiques, agents d'exécution et représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales ont assisté à l'Atelier international sur "La crise énergétique rurale, le travail féminin et les besoins élémentaires", du 21 au 24 avril 1986. Cette réunion technique était organisée sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Institut des Etudes sociales. L'Institut y était représenté par le Dr Nada Svob-Djokic, consultante de l'INSTRAW en matière de sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

Les participants ont discuté des causes et des effets de la crise énergétique en ce qui concerne les ménages ruraux et des approches permettant de résoudre ces problèmes, en prêtant une attention particulière à la participation et aux organisations populaires.

Cinq panels ont examiné les politiques appliquées à la crise de l'énergie rurale et du travail féminin: la sylviculture et la terre comme sources d'aliments, de combustible et de fourrage; amélioration des fourneaux et planification ménagère du combustible; l'énergie et la production de revenus; planification énergétique nationale et besoins ménagers, et finalement, projets de coopération technique.

Au cours de la dernière décennie on a accordé une attention accrue au rôle essentiel de l'énergie à la fois comme intrant du développement rural et comme contrainte possible. La plupart des pauvres et de nombreuses petites industries des pays en développement utilisent des combustibles organiques (bois, charbon de bois, fumier et déchets agricoles) pour satisfaire leurs besoins d'énergie ménagère.

Ces combustibles, qui étaient auparavant recueillis gratuitement, sont devenus de plus en plus rares et chers dans de nombreux pays en ce qui concerne la main-d'oeuvre, l'argent et/ou la détérioration de l'environnement.

Cette crise énergétique rurale et sa relation avec le déboisement, l'érosion du sol et le déclin de la productivité

agricole sont devenus des motifs d'inquiétude pour de nombreux pays en développement, notamment à cause des liens qui existent entre les marchés ruraux et urbains de combustible, les importations de combustibles fossiles et la balance des paiements.

Dans les pays en développement, ce sont les femmes qui assument la charge principale de l'approvisionnement et de l'utilisation de combustible des régions rurales. Les résultats ont démontré que la crise énergétique rurale a des implications importantes pour le travail des femmes rurales et, par

conséquent, pour la capacité qu'ont les femmes de gagner un revenu et de produire des aliments, de même que pour les dépenses budgétaires familiales et pour la nutrition et la santé.

Il est donc essentiel que les femmes, en particulier les femmes rurales pauvres, participent à la recherche de solutions à la crise énergétique rurale. L'atelier de travail a d'ailleurs constamment insisté sur le rôle des actions de participation des organisations populaires de recherche en matière d'énergie, de ressources et de planification. □

Les femmes face aux politiques relatives à l'eau

La Commission économique pour l'Afrique (U.N.) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ont organisé, sous les auspices conjoints de l'INSTRAW, une réunion régionale à Addis-Abeba, en Ethiopie, sur les Aspects socio-économiques et politiques de gestion des ressources hydriques de l'Afrique. A la réunion, qui s'est tenue du 2 au 6 juin 1986, ont assisté des participants de haut niveau de 18 pays africains, tous masculins, de même que des représentants de 14 organisations et institutions des Nations Unies.

La réunion a été inaugurée par M.

planification et gestion des ressources hydriques et leur évaluation; éducation, formation et recherche; rôle des ressources hydriques dans le développement socio-économique national, et aspects écologiques et sanitaires dans 15 organisations des Nations Unies. L'INSTRAW était représenté par Mme Shafika Nasser, Mme Ralphina Phillot-Almeida et Mme Borjana Bulajic, qui ont décrit les deux prototypes de modules de formation de l'INSTRAW concernant les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, préparés en collaboration avec le Centre de l'OIT à Turin.



A partir de la gauche: M. Pierre Najlis, DAESI; M. K.A. Edwards, CEA; M.M. Tchouta Moussa, CEA; M. Awad Idris, Unesco; M. K.A. Tuffour, Unesco; Mme Shafika Nasser, INSTRAW, Représentante; Mme Borjana Bulajic, INSTRAW.

Tchouta Moussa, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, qui a souligné l'importance de l'exploitation et de la gestion des ressources hydriques, et la nécessité d'utiliser le Programme prioritaire africain de Récupération économique comme cadre de référence pour les travaux de cette réunion.

Quatre thèmes ont été discutés:

Le rapport de la réunion sera présenté au Séminaire interrégional sur l'Efficacité de l'impact dans la gestion des ressources hydriques, qui aura lieu à New York du 5 au 9 janvier 1987.

Des informations complémentaires sur les modules de formation seront fournies dans le prochain bulletin de l'INSTRAW. □

trois thèmes de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix.

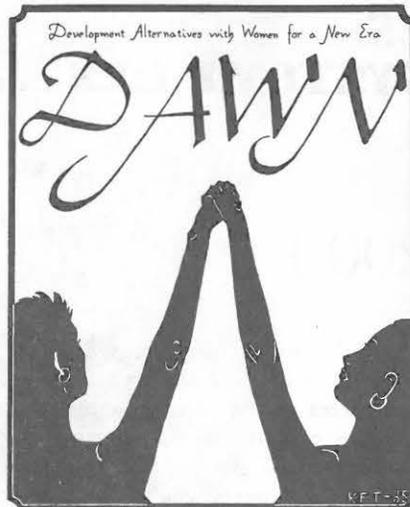
Dans une tentative de relier ces thèmes entre eux, DAWN a présenté postérieurement un cadre théorique de la transformation des structures économiques et sociales existantes par le biais d'une participation pleine et totale des femmes à tous les niveaux de la société. Cette thèse, qui reflète de nouvelles perspectives des alternatives de développement pour les femmes du tiers monde, constitue un pas important dans la recherche qui vise à créer de nouvelles visions et stratégies non seulement pour les femmes, mais aussi pour la société tout entière*.

A l'approche de la fin de la Décennie des Nations Unies, DAWN, comme d'autres organisations, s'est jointe avec enthousiasme au débat global sur les femmes et le développement. Plusieurs groupes et organisations de femmes du Nord et du Sud ont contribué collectivement à la mise au point de ce cadre élargi. Cet effort pour réunir ressources et connaissances a abouti à un nouveau type de recherche sur les liens entre les femmes et les relations économiques internationales. La méthodologie de recherche de DAWN repose sur deux piliers: la participation des femmes et l'exercice d'influence aux échelons local, national, régional et international.

DAWN continue d'agir comme un réseau entre les chercheurs, les activistes et les responsables des politiques pour promouvoir la recherche dans les domaines essentiels et de préparer des techniques de formation pour l'analyse et la défense des perspectives féminines dans le tiers monde.

Au cours de la réunion de Rio de Janeiro, on s'est mis d'accord sur l'évolution des perspectives théoriques en comparant à la base les différentes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Selon DAWN, les principaux thèmes de recherche et priorités considérés comme associés à la crise internationale actuelle sont, d'abord, "Les vues et les mouvements des femmes", et ensuite, "L'alimentation, l'énergie et la crise de la dette".

On reconnaît en général, que les femmes devraient recevoir une formation appropriée dans de nombreux domaines, tels que techniques et scientifiques; mais, quels sont les besoins spécifiques des femmes dans le tiers monde? Le Groupe DAWN s'est con-



Development, Crisis, and Alternative Visions:
Third World Women's Perspectives

centré sur la revalorisation des aptitudes des femmes en ce qui concerne les activités de recherche sur les politiques et sur leur compétence politique qui devrait les aider à affronter les structures du pouvoir.

L'INSTRAW a contribué en analy-

sant la compatibilité de ses programmes de recherche et de formation avec la perspective de DAWN, orientée vers les femmes du tiers monde. L'Institut continuera de collaborer à l'exécution des programmes de recherche et à la coordination des réseaux des organisations féminines dans les pays en développement.

On ne saurait trop insister sur l'importance de ces réseaux pour le mouvement féminin. Un des principaux succès de DAWN a été de multiplier son message dans de nombreux pays où les femmes, comme individus et comme institutions, luttent toujours pour organiser et pour communiquer en ce qui concerne les questions sociales fondamentales. Le Groupe DAWN est parvenu à établir une ligne de communication à travers régions, pays et groupes pour les femmes séparées par les distances géographiques, les différences culturelles et les problèmes linguistiques.

Actuellement, l'objectif le plus important du Groupe DAWN est de continuer de mobiliser les femmes du tiers monde autour d'une perspective indépendante, séparée et distincte des alternatives qui existent pour le développement. □

Un dialogue Nord-Sud

Un atelier sur "Les femmes dans le développement: recherche et liens mutuels" a été organisé par l'Institut Pearson pour le développement international, avec l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et de l'Institut Nord-Sud, à Halifax, au Canada, du 3 au 8 avril 1986. Cet atelier a réuni des professeurs, des chercheurs, des étudiants, des agents sur le terrain et des responsables dans le domaine des activités féminines de l'Afrique, de l'Asie, des Caraïbes, de l'Amérique latine, du Moyen-Orient, du Canada, des organisations internationales et intergouvernementales, du Secrétariat du Commonwealth et de l'Institut Nord-Sud.

Les objectifs de cette réunion de

travail étaient d'identifier des priorités en vue d'approfondir les recherches orientées vers l'intégration active des femmes dans des secteurs spécifiques, et de raffermir les liens existant entre les instituts et les organisations de recherche engagés dans des programmes relatifs aux femmes dans le développement au Canada et dans le tiers monde.

Soixante experts dans le domaine des Femmes dans le Développement se sont réunis pour discuter des problèmes des femmes travaillant dans le secteur parallèle, dans l'agriculture, dans le développement rural et dans l'industrie. Ils ont également délibéré sur les questions de santé relatives aux femmes dans le développement, de même que sur l'éducation et la formation des femmes dans ce processus de développement.

Grâce à la discussion d'études de

* Development, Crisis, and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives, par DAWN, Norvège, 1985, p. 111.

cas, on a identifié des méthodologies et des problèmes qui pourraient mener à des programmes de recherche réussis en faveur des femmes. En premier lieu, il faut élaborer les moyens d'améliorer la programmation actuelle de la recherche en reliant *inter alia* des programmes de recherche pertinents et leur utilisation. En deuxième lieu, les plans généraux d'activités relatives aux femmes dans le développement pour des secteurs spécifiques doivent inclure une recherche orientée vers une planification et une exécution efficaces des programmes. Troisièmement, il faudrait préparer une liste des programmes et des projets pour assurer une collaboration réussie. Finalement, le groupe a décidé de continuer à coopérer aux différents programmes de recherche relatifs aux femmes dans le développement, et à partager l'information entre les instituts et les organisations du tiers monde et du Canada.

La Directrice de l'INSTRAW, Mme Dunja Pastizzi-Ferencic, a prononcé le discours liminaire intitulé "Les femmes dans l'économie internationale: la recherche économique et sociale actuelle et les priorités pour l'avenir", passant en revue les principales caractéristiques de la recherche sur les femmes dans le développement. Elle s'est concentrée sur les études se référant aux femmes et aux relations économiques internationales. Son discours a soulevé plusieurs questions intéressantes sur les besoins futurs de recherche pour l'analyse des politiques, incluant les concepts et les stratégies à long terme du développement économique, les approches méthodologiques innovatrices de techniques de planification et de programmation, et les cadres institutionnels appropriés.

Mme Krishna Ahooja-Patel, Chef de recherche et de formation, s'est référée aux "Crises mondiales, le travail et le bien-être des femmes". Entre autres elle a signalé que la crise économique mondiale pourrait être transformée en une opportunité pour les femmes. Elle a fait remarquer que la majorité des emplois dans ce secteur sont très réduits et que les contraintes financières ont imposé de lourdes réductions aux programmes d'aide sociale et aux prestations de sécurité sociale. Dans ce contexte, c'est sur les femmes que retombe la responsabilité de satisfaire les besoins élémentaires, alors que leurs revenus sont bas et leurs contrats de travail peu sûrs. □

Conférence des femmes iraqiennes

La Fédération générale des femmes iraqiennes (GFIW) a invité l'INSTRAW à assister à sa 12^{ème} Conférence, tenue à Bagdad du 31 mars au 3 avril 1986. La Conférence a discuté les progrès réalisés dans le domaine des droits de la femme depuis sa 11^{ème} Conférence, tenue en 1983, dont les programmes incluaient les statistiques, l'approvisionnement en eau et l'assainissement. La Conférence a également considéré ses plans pour les prochaines années.

Parmi les objectifs principaux du plan triennal approuvé par la Conférence on note une augmentation de la participation des femmes au développement économique de leur pays et un accroissement de la population, de même que la réduction de la mortalité infantile. La GFIW organisera également une série de réunions et de séminaires pour stimuler la prise de conscience politique et culturelle des femmes.

Selon ses documents, la GFIW, active depuis 1968, vise à préparer et à mobiliser les femmes iraqiennes pour qu'elles puissent assumer leur rôle dans la société, en élevant leur position sociale, en leur assurant l'égalité de droits avec les hommes et en encourageant les liens de solidarité féminine parmi les femmes arabes. La GFIW compte actuellement 400.000 membres.

A la session inaugurale de la Conférence, le Vice-Président de l'Iraq, M. Taha Muhieddin Ma'rouf, a déclaré que la GFIW s'est efforcée de trouver des solutions appropriées aux obstacles qui empêchent les femmes de s'intégrer pleinement à la vie publique dans tous ses aspects économiques, sociaux, culturels et politiques.

Mme Manal Younis, qui a été réélue

Présidente de la Fédération, a examiné les activités des trois dernières années. Elle a affirmé que la GFIW avait concentré ses efforts sur la satisfaction des besoins élémentaires des femmes et d'une société en état de guerre.

L'INSTRAW était représenté par Mme Mercedes Sayagués, Fonctionnaire de l'information, et par Mme



Stephanie Duckworth, Assistante de recherche. A la séance de clôture, Mme Sayagués a parlé de la place centrale des femmes dans le processus de développement et a expliqué le travail de l'Institut et sa conformité avec les Stratégies prospectives d'action. Elle a également remercié la GFIW au nom de l'Institut pour sa généreuse invitation.

Au cours de leur séjour à Bagdad, les représentantes de l'INSTRAW ont soutenu des conversations avec la Commission économique pour l'Asie occidentale et avec la GFIW en vue d'obtenir des fonds pour traduire les publications de l'INSTRAW en arabe, ce qui étendrait la portée de l'Institut au monde arabe. □

Journée internationale de la femme: la réalisation d'un rêve

Tous les 8 mars, dans le monde entier, le mouvement féminin célèbre les droits des femmes et leurs contributions à l'histoire et à la culture mondiales. La Journée internationale de la femme fut lancée en 1910 pour honorer les luttes des femmes pour une vie meilleure, en particulier des femmes travailleuses.

Selon les estimations officielles, il y a environ un milliard de femmes intégrées à la population active globale, dont deux tiers dans le tiers monde. Beaucoup de ces femmes travaillent dans des conditions d'exploitation similaires à celles qui existaient dans les ateliers et les fabriques des Etats-Unis, du Canada et d'Europe à l'époque de la Révolution industrielle. Ces femmes doivent souvent travailler de longues heures dans des milieux malsains et peu sûrs.

Malgré la diversité de leur expérience

et de leur situation, malgré les grandes différences de santé, d'éducation et de revenu entre les pays développés et en développement, les femmes d'aujourd'hui, dans le monde entier, s'unissent au-delà des cultures, des classes, des races et des nations à la poursuite du rêve éternel de l'égalité.

Le 8 mars, les femmes du monde entier célèbrent ce qui a été accompli et unissent leurs forces sur le chemin qui reste à parcourir. Le rêve est toujours vivant. □

● A New York

Aux Nations Unies à New York, le Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, a inauguré une discussion de groupe sur "Les femmes et le changement" en déclarant que la pleine participation des femmes aux Nations Unies est "une condition essentielle pour

que l'Organisation puisse être efficace". Les questions discutées traitaient de la situation financière des programmes des Nations Unies pour les femmes et des employées féminines; des perspectives pour un changement d'attitude vis-à-vis des femmes au sein des Nations Unies et l'exécution possible du programme d'action sur la condition féminine dans le Secrétariat.

Les membres du panel incluaient Mme Mercedes Pulido de Briceño, Coordinatrice pour la condition de la femme dans le Secrétariat; M. Bradford Morse, Directeur du Bureau des opérations d'urgence pour l'Afrique et Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); M. Patricio Ruedas, Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion; Mme Eimi Watanabe, Administratrice principale de programme du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE); Mme Anna Frangipani Campino, Présidente par intérim du Comité du personnel des Nations Unies.

La Présidente était Mme Beverly Hyman, Consultante en gestion et en administration des ressources humaines. □

● A Genève

Le thème "La Décennie de la femme, un nouveau commencement?" a dominé la célébration de la Journée internationale de la femme, à laquelle ont assisté le personnel du système des Nations Unies et leurs invités au Palais des Nations. Parmi les participants, il y avait Mme Maj Britt Theorin, membre du Parlement suédois et Ambassadrice auprès de la Conférence du désarmement; Mme Nozizwe Madlala, Présidente des Organisations féminines de Natal, Afrique du Sud, et Mme Janet Bruin de la Ligue internationale



de femmes pour la paix et la liberté.

Mme Theorin a inspiré son public en rappelant la lutte de deux éminents Suédois, Alva Myrdal et Olaf Palme, qui croyaient que "seulement les faibles ont recours à la violence. Les forts veulent la paix", et qui avaient plaidé pour de la "patience... et une conviction ardente". En se concentrant sur les femmes dans des situations de violence, Mme Madlala a parlé du rôle des femmes africaines noires dans l'élimination de l'apartheid et dans la construction d'une société démocratique, égalitaire et pacifique.

Mme Bruin, de la Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, s'est exprimée au nom des participants au séminaire des ONG sur les Femmes et la Paix. Elle a affirmé que de nombreux participants craignaient que si les femmes ne faisaient rien pour assurer que les gouvernements respectent les engagements qu'ils avaient pris dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi, tout n'aura été que gaspillage de temps et de papier sans résultat tangible important.

On a reconnu que la situation des femmes aux Nations Unies laissait beaucoup à désirer, notamment en ce qui concerne leur participation aux échelons de la prise de décisions. Mme R. Martineau, Présidente du Groupe *ad hoc* de l'égalité des droits pour les femmes, et modératrice du panel, a fait remarquer qu'aux Nations Unies la plupart des femmes occupent des postes orientés vers l'offre de services, alors que très peu ont la possibilité d'exercer un impact sur des questions comme le désarmement ou les affaires politiques. □

● En République dominicaine

Le Bureau national pour la promo-

tion de la femme a organisé une impressionnante célébration à Saint-Domingue. Le Président Salvador Jorge Blanco a octroyé la Médaille au Mérite, récemment créée, à plusieurs éminentes femmes dominicaines, dont Aida Cartagena Portalatín, poétesse; Margarita Tavares, avocate; Idelisa Bonelly de Calventi, femme de science; Ivelisse Prats-Ramírez de Pérez, éducatrice; Carmen Ena Moore Garrido, enseignante; Onaney Sánchez de Guerra, athlète; Ana Julia Hernández, dirigeante rurale; Sofía Leonor Sánchez Baret, avocate; Mineta Roques, éducatrice; Minerva Bernardino, dirigeante féministe; Yolanda Guzmán, dirigeante féministe.

Des médailles posthumes ont été octroyées aux soeurs Minerva, Patria et María Teresa Mirabal, dirigeantes politiques, et à Mamá Tingó, dirigeante rurale.

Dans son discours, le Président Salvador Jorge Blanco s'est référé aux femmes dominicaines comme à "un élément dynamique dans les secteurs public et privé" et a lancé un appel à tous les segments de la société dominicaine afin qu'ils intègrent pleinement les femmes en leur sein.

Le Président a également souligné le fait que l'établissement de l'INSTRAW en République dominicaine distingue le pays comme une des rares nations au monde, en particulier sur le continent américain, qui héberge le siège d'un organisme autonome des Nations Unies. Le Président a fait remarquer que le travail de l'Institut en ce qui concerne l'orientation des programmes et de la promotion féminine stimule les femmes dominicaines à se joindre aux activités internationales par le biais de conférences, de séminaires et de réunions. Il a également affirmé que la présence d'une telle organisation internationale dans son pays a changé les attitudes envers la

situation sociale, économique et légale des femmes. □

● Au siège de l'INSTRAW

Toute mère est une mère qui travaille et la plupart des membres du personnel de l'INSTRAW le savent par expérience, car elles sont expertes dans l'art d'équilibrer leur travail rémunéré et leurs responsabilités familiales. Afin de réduire la brèche entre la maison et le lieu de travail, le 8 mars elles ont demandé à leurs enfants de dessiner sur le thème de "Maman travaille". Les enfants ont réagi avec enthousiasme et plusieurs dessins merveilleux ont constitué la principale attraction de la célébration, partagée avec la "famille des Nations Unies" à Saint-Domingue.

C'était la première année que l'INSTRAW fêtait la Journée internationale de la femme, car, comme l'a exprimé Marie-Paul Aristy, "ce n'est que récemment que l'Institut est devenu un organisme des Nations Unies à part entière". Mercedes Sayagués a parlé de la lutte des femmes travailleuses depuis la seconde moitié du dix-neuvième siècle, et Krishna Ahojapatel a raconté comment le 8 mars était devenu un jour de fête au sein du système des Nations Unies.

Après avoir regardé la nouvelle version espagnole du film de l'INSTRAW sur "Une dimension dynamique dans le développement: les femmes", de même que le dessin animé des Nations Unies sur le partage des tâches domestiques, intitulé "Le rêve impossible", on a joué à un jeu dont le but était de promouvoir la réflexion sur le thème: "Le travail des femmes a-t-il de la valeur?" □

Prochaines réunions de l'INSTRAW

● L'Institut méditerranéen des études féminines, dirigé par Helen Stamiris, Présidente du Conseil de l'INSTRAW, organise un programme d'été d'études féminines appelé "Elaboration de stratégies pour les femmes méditerranéennes". Le programme, sous les auspices conjoints de l'INSTRAW, de la CEE et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), aura lieu à Spetses, en Grèce, du 22 juin au 6 juillet 1986.

La Directrice de l'INSTRAW, Mme Dunja Pastiz-Ferencic, traitera de "La redéfinition du travail féminin: nouveaux concepts et approches dans les statistiques sur les femmes". Mme Krishna Ahojja-Patel, Chef de recherche et de formation, parlera du thème "Les femmes et la division internationale du travail: les liens entre le Nord et le Sud".

● En coopération avec le Secrétariat de la CARICOM, l'INSTRAW organise une réunion de travail à La Barbade du 29 au 31 juillet 1986 pour les usagers et les producteurs de statistiques et d'indicateurs sur les femmes dans le développement. L'INSTRAW contribuera avec du matériel de formation et du personnel technique. Cet atelier a pour but d'examiner les concepts statistiques existants, de produire une meilleure visibilité pour les femmes et leur travail et d'améliorer ainsi les plans et les programmes de développement.

● A la suite du troisième Congrès international de sociologie, tenu à New Delhi en août, l'INSTRAW et l'Unesco organisent un séminaire international commun pour préparer des formateurs en sciences sociales dans le domaine des problèmes des femmes dans le développement. Le séminaire "Comment repenser le problème des femmes dans le développement: recherche et formation", aura lieu du 25 au 27 août 1986. L'objectif principal de ce séminaire est d'identifier et d'analyser les mécanismes grâce auxquels les spécialistes en sciences sociales (professeurs, activistes ou chercheurs) ont intégré les dimensions féminines aux plans, programmes et cours de formation existants pendant la Décennie des Nations Unies pour la femme. Les résultats et les conclusions de ce séminaire international seront alors résumés pour élaborer des prototypes de programmes

d'études sur les problèmes des femmes dans le développement, tout en les reliant aux relations économiques internationales.

● L'INSTRAW et le Bureau des statistiques, en coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, organisent la réunion d'un groupe d'experts qui révisera en détail les problèmes statistiques concernant le revenu et la production des femmes et le secteur parallèle, dans le contexte du Système de comptabilité nationale. Cette réunion aura lieu du 13 au 17 octobre 1986 au siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue, en République dominicaine.

● L'INSTRAW, conjointement avec l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES), organise un séminaire de formation commun sur les Femmes dans le Développement et la Planification en Amérique latine et aux Caraïbes, à Santiago du Chili, du 27 octobre au 14 novembre 1986. Il s'agit du premier séminaire dans la région dont le but est de réunir des planificateurs du développement, des responsables des politiques et des directeurs de programmes de l'Amérique latine et des Caraïbes ayant une expérience pratique et des responsabilités dans les plans de développement. Ce séminaire vise à mieux ajuster les techniques de planification et de programmation aux besoins des femmes.

● Un atelier national de formation pour les usagers et les producteurs de statistiques et indicateurs de base sur les femmes aura lieu au Pakistan fin octobre ou début novembre. Cette réunion de travail est organisée par le Bureau pakistanais des statistiques, conjointement avec la Division des femmes; l'INSTRAW fournira les services consultatifs.

● L'INSTRAW, le Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique, et la FAO organisent une réunion de travail en vue d'élaborer des stratégies pour mettre à l'essai les questionnaires et les directives concernant les femmes et le développement à l'échelon national. Cette réunion est prévue pour le dernier trimestre de 1986 et aura lieu au Bangladesh. □

Le Docteur Raúl Prebisch et les questions féminines

Le décès du Docteur Raúl Prebisch, peu après son 85ème anniversaire, signifie pour les Nations Unies la perte d'un idéaliste et d'un internationaliste qui avait toujours gardé intacte sa foi en l'Organisation. Le Dr Prebisch, économiste argentin, avait déjà une brillante carrière à son actif lorsqu'il rejoignit les Nations Unies en 1948. Agé d'à peine 34 ans, il organisa et devint le premier Directeur général de la Banque centrale d'Argentine en 1935, poste qu'il occupa jusqu'en 1943. De 1950 à 1962 il fut Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et de 1964 à 1969 Secrétaire général de la CNUCED. Après 1969 il renoua des liens étroits avec la CEPALC. Au cours des dernières années il dirigeait la publication de la Revue CEPAL.

En 1985, l'INSTRAW invita le Dr Prebisch à assister à une réunion consultative de haut niveau à Genève en vue de réviser une étude sur les femmes et les relations économiques internationales. Pour l'INSTRAW ce fut un privilège et un honneur que le Dr R. Prebisch acceptât son invitation. Tout au long de sa carrière aux Nations Unies, Raúl Prebisch a dû organiser et assister à des centaines de réunions, mais au cours des discussions de la réunion de l'INSTRAW, il prêta une attention particulière aux problèmes spécifiques des femmes dans le processus de développement. Avec la modestie qui le caractérisait, il fit remarquer à un collègue qu'il avait rarement assisté à une réunion où il avait tellement entendu et appris. Lorsqu'on lui demanda si c'était la première fois qu'il participait à une réunion consacrée aux perspectives des femmes dans les activités internationales, il répondit avec gravité: "Je ressens beaucoup de sympathie pour les problèmes des femmes". □

Bibliothèque: publications de l'INSTRAW

Summary of INSTRAW Series of Studies on the Role of Women in International Economic Relations (*Résumé de séries d'études de l'INSTRAW sur le rôle des femmes dans les relations économiques internationales*). INSTRAW. Saint-Domingue, 1985. 80 p.

Résumé d'une série d'études, également publiées séparément par l'INSTRAW, sur le rôle des femmes dans le processus de développement, en se concentrant sur l'interdépendance des niveaux internationaux et nationaux de l'économie.

The Changing Role of Women in International Economic Relations (*Le rôle changeant des femmes dans les relations économiques internationales*), par le Dr Brigitte Stern, Université de Paris. INSTRAW. Saint-Domingue, 1985. 56 p.

Cadre théorique pour les séries de l'INSTRAW mentionnées ci-dessus. Décrit les points déterminants de l'économie mondiale et de la situation de la femme. Suggère des directions pour opérer les changements nécessaires afin que les femmes réalisent tout leur potentiel comme agents et bénéficiaires du processus de développement, en améliorant ainsi leur condition et l'effort global de développement.

Women and International Development Co-operation: Trade and Investment (*Les femmes et la coopération internationale au développement: commerce et investissements*), par l'Institut Nord-Sud, Ottawa. INSTRAW. Saint-Domingue, 1985. 52 p.

Traite de l'impact des femmes sur certaines tendances principales de l'investissement, de la production et du commerce dans les pays en développement. Montre que, souvent, les femmes n'ont pas été favorisées par le développement économique dans la même mesure que les hommes. Parfois leur situation a même empiré puisqu'elles doivent supporter une partie disproportionnée des bouleversements qui accompagnent en général le changement économique et le développement.

Impact of Monetary and Financial Policies upon Women (*L'impact des politiques monétaires et financières sur les femmes*), par le Dr Sushila Gidwani, Manhattan College, New York. INSTRAW. Saint-Domingue, 1985. 42 p.

L'utilisation de l'argent comme moyen d'échange est une caractéristique des systèmes économiques modernes dominés par la production des marchés. Bien que l'argent comme tel ne soit pas productif, il dispense un pouvoir économique et politique et un prestige social à son propriétaire. Les femmes, comme consommatrices et productrices, sont également soumises aux forces des systèmes monétaires et, par conséquent, aux politiques monétaires. L'étude analyse les effets que ces politiques ont sur les femmes et suggère des stratégies de rectification.

Women, Technology and Sexual Division (*Les femmes, la technologie et la division sexuelle*), par le Dr Amartya Sen, Université d'Oxford. INSTRAW. Saint-Domingue, 1985. 44 p.

Analyse l'impact asymétrique des changements technologiques sur les femmes, en remontant aux facteurs qui déterminent la division sexuelle du travail au sein des ménages. Ceci influe sur les décisions concernant les politiques visant à accroître la participation des femmes aux gains produits par les changements technologiques, dans les pays riches comme dans les pauvres. L'étude fait ressortir les liens mutuels très forts qui existent entre la condition des femmes et leur accès à la technologie par le biais de l'emploi productif.

Women and Technology in Developing Countries: Technological Change and Women's Capabilities and Bargaining Positions (*Les femmes et la technologie dans les pays en développement: le changement technologique, les aptitudes des femmes et leur pouvoir de négociation*), par Deborah Bryceson, Université d'Oxford. INSTRAW. Saint-Domingue, 1985. 44 p.

Examine quatre institutions sociales —ménage, communauté, marché et Etat— et les contraintes qu'elles exercent sur les relations des femmes avec la technologie: adoption, maintien, contrôle et invention dans le processus de disparition progressive des sociétés agraires, d'industrialisation et d'urbanisation. L'hypothèse de travail de cette étude affirme que la question des femmes et de la technologie ne peut se comprendre globalement que si les rôles socialement définis des

femmes et leur pouvoir de négociation sont examinés en fonction des modèles existants de production et de reproduction humaine, et si l'on se concentre sur les liens mutuels entre la démographie et la technologie.

Towards Strategies for Strengthening the Position of Women in Food Production: an Overview and Proposals on Africa (*Vers des stratégies de renforcement de la position des femmes dans la production vivrière: un aperçu et des propositions pour l'Afrique*), par Achola Pala Okeyo, Université de Nairobi. INSTRAW. Saint-Domingue, 1985. 36 p.

Présente plusieurs options de politique et de stratégies pour rectifier les effets négatifs que de nombreuses politiques agricoles ont eus sur le rôle des femmes dans l'agriculture et la production vivrière. La prémisse de cette étude est qu'en recherchant des solutions aux problèmes alimentaires de l'Afrique on a prêté une attention insuffisante au rôle important des femmes dans la production vivrière.

Industrialization, Trade and Female Employment in Developing Countries: Experiences of the 1970's and after (*Industrialisation, commerce et emploi féminin dans les pays en développement: l'expérience des années 70 et postérieures*), par Susan P. Joekes, Université de Sussex. INSTRAW. Saint-Domingue, 1985. 65 p.

L'industrie étant l'activité économique la plus productive, elle se trouve au coeur des transformations structurelles qui mènent au développement économique. Les femmes ont joué un rôle important dans l'industrialisation des pays en développement au cours des vingt dernières années, mais elles ont été limitées en raison de la division sexuelle qui existe dans toutes les sociétés. Cette étude insiste sur la participation des femmes à l'industrialisation, mais aussi sur le fait que l'accès à l'emploi salarié est la condition préalable —bien que sans garantie— à l'amélioration de la situation sociale des femmes et d'autres changements positifs connexes. □

Nouvelles internes

● En janvier, un petit groupe d'experts internationaux s'est réuni à Saint-Domingue pour terminer l'étude sur "Les femmes et l'économie mondiale". Les participants incluaient Mme Ifigenia Martínez (Mexique), Mme Nobuko Takahashi (Japon), Mme Susan P. Joekes, M. Ralph Townley et Mme Dunja Pastizzi-Ferencic (INSTRAW).

● Les participants à la réunion de travail du FISE sur le "Programme régional de participation des femmes au développement" (Saint-Domingue, janvier 1986) ont visité l'INSTRAW pour discuter les plans opérationnels de l'Institut et l'approche méthodologique de son programme.

● Une délégation de femmes des Etats-Unis assistant à la Journée internationale de la femme en République dominicaine, a visité l'Institut. Il y avait parmi elles des membres du Centre haïtien d'information et de documentation, de l'Echange international de ressources pour les femmes (WIRE), du Collectif de femmes dominicaines à New York et du Réseau des femmes indigènes.

● En mars, Mildred Robbins Leet et Glen Leet, Codirecteurs de Trickle Up Program, Inc., ont visité l'Institut et ont conversé avec des représentantes de groupes féminins au sujet de leur projet. Par le biais de petites donations, Trickle Up encourage les groupes à

faible revenu des pays en développement à monter leur propre entreprise.

● Plus de 50 femmes architectes dominicaines se sont réunies au siège de l'INSTRAW pour un séminaire sur "Les femmes, l'architecture et la société", organisé en avril par l'association d'architectes Grupo Nueva Arquitectura. Au cours de ce séminaire de 3 jours, l'INSTRAW a informé les participantes que 1987 sera l'Année internationale du logement pour les sans foyer.



Le Dr Krishna Ahoja-Patel vient d'être nommée Chef de recherche et de formation de l'INSTRAW. Avocate et journaliste, elle est entrée à l'OIT à Genève en 1969. Son champ d'expérience couvre l'emploi, les migrations, les lois du travail et les questions générales du développement. A l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour la femme, elle a été affectée au Bureau pour les questions des femmes travailleuses, où ses responsabilités incluent l'édition du bulletin de nouvelles du BIT, "Femmes au travail".

● Mercedes Sayagués, Fonctionnaire d'information de l'INSTRAW, est une journaliste uruguayenne qui a écrit sur les problèmes des femmes, les droits de l'homme et les transitions vers la dé-

mocratie en Amérique latine. Elle possède une maîtrise en journalisme de l'Université de New York. A New York, elle a travaillé avec le Comité chargé de protéger les journalistes et a poursuivi son travail sur les questions féminines.

● Andrea Okwesa, spécialiste en communications, a rejoint l'INSTRAW en mai 1986 comme Fonctionnaire chargée des affaires économiques et sociales. De nationalité jamaïcaine, elle est entrée aux Nations Unies en 1974 et a travaillé dans les Caraïbes pour l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé.

● Grace Bediako, nouvelle venue à l'INSTRAW comme fonctionnaire de recherche et de formation, est ghanéenne et possède un diplôme de maîtrise en démographie de l'Université de Pennsylvanie. Avant d'entrer à l'Institut, elle travaillait au Bureau des statistiques des Nations Unies à New York, où elle a préparé une base de données sur les femmes et compilé des statistiques et indicateurs sur la situation des femmes.

● En mars 1986, Ruth Olson a débuté comme assistante de recherche à l'INSTRAW. Originaire de l'Etat de Minnesota, Etats-Unis, elle possède une licence de St. Olaf College (1981) et a obtenu sa Maîtrise en 1983 à l'Université du Minnesota. □

Nouveaux membres du Conseil

Trois nouveaux membres ont été nommés au Conseil d'administration de l'INSTRAW à partir du 1er juillet 1986. Les 11 membres du Conseil sont proposés par les Etats Membres et nommés par l'ECOSOC conformément au principe d'une distribution géographique équitable. Les Membres du Conseil siègent à titre personnel pour une période de trois ans, mandat qui peut être reconduit par l'ECOSOC une fois seulement.

Les nouveaux membres du Conseil sont:

Inés Alberdi (Espagne). Professeur à la Faculté de sciences politiques et sociales de l'Universidad Complutense de Madrid. Elle possède une ample expérience de l'enseignement au niveau universitaire, notamment dans le domaine de la sociologie de la famille. Elle est l'auteur de nombreuses publications sur les femmes, l'éducation supérieure, la structure et le changement sociaux.

Siga Seye (Sénégal). Présidente de la Croix-Rouge au Sénégal et Vice-Présidente de la Ligue africaine de la Croix-Rouge. Adjointe au maire de la municipalité de Dakar. Militante des questions féminines, notamment dans les domaines de la santé. Elle a participé à l'échelon national à des études et des enquêtes sur l'intégration des femmes au processus de développement, les problèmes qu'affrontent les femmes dans le processus de modernisation, le code familial et les pratiques traditionnelles qui nuisent à la santé de la mère et de l'enfant.

Berta Torrijos de Arosemena (Panama). Educatrice avec expérience pédagogique. Engagée activement dans l'éducation et dans la préparation de programmes pour les enfants handicapés et ceux particulièrement doués. Elle a élaboré des cours sur les ressources humaines et joué un rôle actif dans les questions intéressantes les femmes aux échelons national et régional. □



Daniela Colombo
Italia



Fabiola Cuvi Ortiz
Ecuador



Ingrid Eide
Noruega



Suad Ibrahim Eissa
Sudán



Elena Atanassova Lagadinova
Bulgaria



Maria Lavalle Urbina*
México



Zhor Lazrak
Marruecos



A. Sudiarti Luhulima
Indonesia



Victoria N. Okobi
Nigeria



Lin Shangzhen
China



Helen Stamiris
Grecia

Le Conseil d'administration

Membres de droit
Un représentant du Secrétaire général
La Directrice de l'Institut
Des représentants des Commissions économiques
régionales des Nations Unies
Un représentant du Gouvernement de la
République dominicaine.

* Mandat expiré le 30 juin 1986.

INSTITUT INTERNATIONAL
DE RECHERCHE ET DE FORMATION
DES NATIONS UNIES
POUR LA PROMOTION DE LA FEMME
(INSTRAW)

